

le monde **libertaire**

Le profit

envers et contre tout !



**Faire des sous
avec les sous**
page 3

**La rupture
selon
le gouvernement**
page 4

**Le pétrole
et après ?**
page 9

**Radio libertaire
sur internet:**
federation-anarchiste.org/rl

M 02137 - 1412 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Toi, t'es un salarié. Moi, un sale Arabe... »

Driss

hebdo n° 1412

du 20 au 26 octobre 2005

Sommaire

La rupture selon Sarkozy, ou le retour du bâton, par Fred, page 4

Ni la brise ni le froid n'ont raison de **l'Autruche**, par F. Ladrissé, page 5

Ni dieu, ni maître, ni franc-maçonnerie, par J.-M. Raynaud, page 5

Belgique, de drôles de méthodes d'enquête, par Hertje, page 6

Brèves en stock, page 7

Solidarité, quand les frontières emprisonnent, par le groupe La Sociale, page 8

Y aura-t-il une vie après le pétrole ?, par J.-P. Tertrais, page 9

Espagne, la bataille pour la **mémoire**, par D. Pinos, page 11

« **Modèle allemand** » et nouvelle gauche, par le groupe de Strasbourg, page 12

Communitarisme ou le cheval de Troie des religions, par C. Nepper, page 14

La recherche scientifique dans **le malaise**, par D. Leboeuf, page 15

Le cinéma espagnol renouvelé **par les femmes**, par C. Passevant, page 17

Oiseau-tempête, 12^e livraison, par J.-L. Debry, page 18

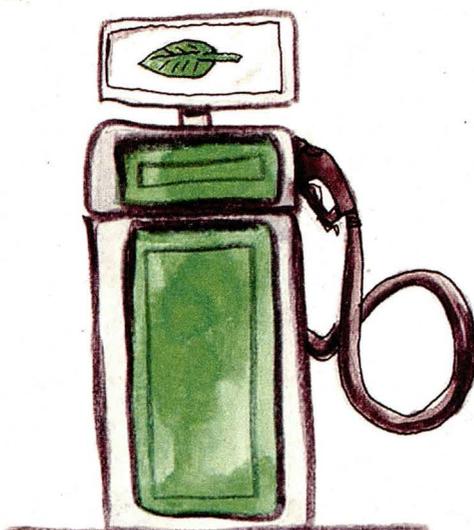
Le curé Meslier et son catéchisme, par N. Potkine, page 19

Ici l'ombre, l'esprit de résistance, par les Chroniques alternatives, page 20

Mémoire à vif à Limoges, « **En finir avec l'enfermement** », page 21

Dansons la Ravachole, **en braille**, page 22

Agenda, page 23



BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissent une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Dominique de Villepin peut pavoiser, les prolos de la SNCM ont repris le boulot et lui n'a rien lâché, même pas le paiement des jours de grève. Mais il doit un grand merci aux médias qui ont à cette occasion déversé un flot de propagande en faveur du système capitaliste et de l'économie de marché. Les repreneurs, ces prédateurs de la finance, à l'affût des dividendes et de la plus-value, ont porté fièrement le masque des bons samaritains au secours d'une entreprise en danger et de son personnel, tandis que les grévistes, défendant leur outil de travail et le service public, ont été présentés comme des irresponsables, voire des terroristes, coupables du sabordement de la SNCM.

La surenchère d'effets d'annonce et d'actions d'éclat qui jalonne la pseudo-compétition, à laquelle se livre le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur pour accéder à la magistrature suprême, se fait au détriment des plus démunis d'entre nous. Ce sont la baisse de l'impôt sur les grandes fortunes, censée freiner la fuite des capitaux vers les paradis fiscaux; la participation aux frais à hauteur de dix-huit euros lors d'opérations médicales lourdes, censée boucher le trou de la Sécurité sociale que l'État et les grandes entreprises creusent allégrement en refusant de payer leur quote-part. Ce sont les rafles de basanés dans les quartiers populaires, censées réduire une immigration plus ou moins clandestine qui alimente en main-d'œuvre un patronat esclavagiste pour qui le profit vaut plus que la vie humaine; c'est aussi l'expulsion en fanfare des pauvres, relégués dans des logements laissés en décrépitude depuis des années par des propriétaires pour qui ils ne sont qu'un placement spéculatif, alors que des milliers de logements neufs sont vides, en attente de locataires ayant les garanties suffisantes pour payer les loyers exorbitants. La gauche parlementariste ne proteste que du bout des lèvres contre ces saloperies qui n'ont d'autres raisons d'être que la promotion médiatique et le racolage des voix se reportant sur le Front national, sachant qu'elle-même utiliserait les mêmes artefacts. Le modèle allemand est là pour mettre en évidence que la droite et la gauche ont le même projet de société: une société où la classe dirigeante, appuyée par la bourgeoisie, entend mettre au pas ceux qui n'ont que leurs bras et leur sueur à offrir contre la maigre pitance qui leur permettra de survivre.

Ils font ce qu'ils veulent Faire des sous avec les sous

CADRE SOUS LE COSTUME GRIS ANTHRACITE, tu restes un soldat. Cliché septentien et ouvrieriste, sans doute. Les maoïstes n'ont pas seulement en leur époque rêvé d'exporter, à leur corps défendant parfois il faut le reconnaître, un modèle de fascisme rouge. Ils ont généreusement barbouillé des murs d'usine, et parfois les slogans ont fait leur chemin dans la mémoire collective. Témoin celui-ci qui se vérifie de jour en jour. Les salariés jetables, non rentables, les salariés Kleenex, taillables et corvéables à merci, disait-on hier, sont une espèce qui prolifère, qui croît et embellit semaine après semaine, et bien malin celui qui, sans faire de vagues, saura trouver un remède énergétique.

Car, de plus en plus, toutes les catégories sont touchées, aussi bien dans les fonctions de production les plus basiques que dans les catégories d'agent de maîtrise, de fonction support de service ou d'encadrement. LU par-ci, Moulinex par-là, Danone, Hewlett-Packard (on dit HP), SNCM, Métalleurop, Imprimerie nationale, j'en passe et des meilleures, sont les nouvelles victimes du libéralisme. On ne dit plus licenciements collectifs mais plan social, on ne dit plus démission forcée mais départ volontaire avec indemnités contractuelles, on ne dit plus retraite anticipée mais mesure d'âge, on ne dit plus chômage dans trois mois mais reclassement externe trimestriel non renouvelable, on ne dit plus va te faire recaser ailleurs mais on a des mesures d'accompagnement avec un nouveau cabinet de recrutement qui nous coûte la peau des fesses, tu peux me croire, et va donc faire un bilan de compétence ça t'occupera un peu les après-midi pendant ce temps-là t'iras pas jouer aux boules avec les syndicalistes. Tout ça pour qu'au bout du compte... Tu m'as compris? Désolé ma poule, mais vous étiez quatre secrétaires et il en faut plus qu'une demie. Si tu veux, il y a quelque chose pour toi aux archives. C'est moins bien payé et un peu plus sale, on te paie la blouse et la moitié de la carte orange. OK? Non? Bon, tant pis, j'aimais bien ton nouveau parfum! Et les enfants ça pousse?

Qu'importe. L'essentiel est désormais de préserver les profits, de satisfaire l'actionnaire, que ce soit le fonds de pension, le petit actionnaire, voire l'État. Et surtout de ne pas froisser le banquier.

Le capitaliste caricatural, chapeau haut de forme et barreau de chaise vautre sur son tas d'or, a vécu et bien vécu. Mais au bout du compte, sous le vernis social, le relookage à la Tapie avec pull en cachemire négligemment jeté sur les épaules, il s'agit encore et encore de faire des sous avec des sous, la perte d'emploi et le volet social ne restent que l'un des aspects techniques du processus. Rien de neuf sous le soleil.

Le patronat n'hésite plus à intervenir avec des hélicoptères de combat pour délivrer l'outil de travail. On l'a vu avec la SNCM. Les fermetures d'usines sont annoncées dans les journaux (Danone), on découvre un trafic de cartes grises à l'Imprimerie nationale, Métalleurop s'est débrouillé par filiale interposée pour faire payer la note de la pollution de leur site, dont les dirigeants sont responsables à cent pour cent, par l'État, c'est-à-dire par toi besogneux lecteur. Ils font ce qu'ils veulent.

Et, en face, morcellement industriel aidant, atomisation des sociétés par filiales interposées, les difficultés pour les organisations syndicales pour se structurer et agir efficacement sont de plus en plus importantes. Précarisation, crainte du chômage, carrière en point de suspension, difficultés quotidiennes, temps de transport allongé, crédit pas encore fini, autant et autant de bonnes et de mauvaises raisons, mais finalement et simplement humaines, pour baisser les bras, voire hausser les épaules. On a, on garde. Mais comme on dit: celui qui ne se bat pas a déjà tout perdu.

Les délocalisations sont parfois le prétexte pour fuir le modèle social à la française (il était suédois, il y a trente ans). Qu'est-ce que ça doit être ailleurs...

Jipé

La rupture selon Sarkozy

Il y a peu, les hommes politiques, toutes tendances confondues, se disaient persuadés qu'une élection se gagnait au centre. Qu'on soit mitterrandiste, giscardien voir balladurien, la conquête de cette zone grise, indécise, devait assurer la victoire. Autre temps, autres mœurs: l'exemple navrant de 2002 autorise Sarkozy, candidat déclaré d'une droite égarée, à penser que la prochaine présidentielle se gagnera à l'extrême droite. Aussi multiplie-t-il les signes à l'endroit de cet électorat. Petite compilation de ces récents appels du pied, puants.

Raffles

Technique policière vieille comme les rues où elle s'exerce. On les bloque avec force agents, on ramasse ceux qu'on vise. En 1944, il s'agissait des Juifs. Pendant la guerre d'Algérie, des travailleurs algériens. Aujourd'hui, c'est de sans-papiers qu'on bourre les bus RATP. Rafles, en pleine rue, à Paris et en 2005. Beaucoup croient que la population acquiesce à ce type de méthode. Pourtant, là où ça se passe, là où les gens constatent de visu les rafles, les réactions sont vives, voire violentes. Comme elles sont systématiquement passées sous silence par les médias, le ministre de l'Intérieur est content, et peut même se permettre de féliciter ses flics: nul besoin d'attendre la Saint-Sylvestre pour déclarer que l'objectif des 24 000 expulsions, en ce qui concerne l'année en cours, a été atteint, bien atteint. Bien entendu il a fallu, pour cela, bloquer des rues et procéder à des contrôles en masse. Il a fallu, aussi, cueillir quelques enfants à la sortie de l'école. Peu importe les moyens, seul prime le résultat.

Les expulsions

Ce n'est pas dans le sud que ça a brûlé cet été, c'est à Paris surtout. Bilan global: 53 morts, dont 36 enfants. Qu'a fait le ministre de l'Intérieur? A-t-il renforcé les moyens des pompiers, imposé les outils, connus, de prévention des incendies? Comme un chien sautant sur son os, il s'est au contraire emparé de ce prétexte pour lancer une vaste campagne d'expulsions, visant d'abord les squats, et plus largement les immeubles où des Africains (tiens!) sans beaucoup de moyens (tiens, tiens!) avaient l'audace de continuer à vouloir habiter. Depuis le temps qu'il rêvait d'un grand coup de balai final visant la capitale, il fallait être naïf comme un Delanoë pour penser que Sarkozy laisserait échapper une si belle occasion. Avant d'être ministre d'État, ce type-là fut maire de Neuilly-sur-Seine, commune peu ouvrière. Ne jamais l'oublier.

Les mesures d'exception

Ce terme en rebutera certains. Nous ne vivons pas encore, disent-ils, sous un nouveau Vichy.

Certes. Mais alors comment nommer la troisième génération de lois dites de lutte contre le terrorisme, censée être (peu) discutées et (à coup sûr) votées à l'Assemblée courant octobre? Comment qualifier un projet de loi prévoyant l'éclosion de plusieurs dizaines de milliers de caméras (bon courage aux amis de « Souriez vous êtes filmés! »), alors qu'aucune de celles qui quadrillent Londres ou Madrid n'ont empêché les attentats? Projet de loi qui, curieux mélange de genres, obligerait les opérateurs à conserver la trace de nos appels téléphoniques et de nos courriers électroniques, instaurerait une carte d'identité dotée d'une puce bourrée de données biométriques, équiperait les anciens détenus de bracelets GSM (il y a quelques mois cette mesure n'était envisagée que pour les prisonniers coupables de crimes sexuels. Avant même que le dispositif soit réellement testé, on décide donc de l'étendre à tous les détenus condamnés à de longues peines), révisé la loi Kouchner sur les détenus en fin de vie, et valide l'idée d'une non-compression des peines? Partisan d'un contrôle serré des individus évoluant sur un territoire quadrillé par l'armée, la gendarmerie (Vigipirate, depuis dix ans!), le ministre de l'Intérieur vise à étendre le principe de la surveillance généralisée.

Dans sa longue marche vers le pouvoir, Sarkozy semble prêt à tout et à n'importe quoi pour s'assurer le soutien de l'électorat d'extrême droite. Il le flatte, persuadé que les 17 % réalisés par Le Pen en 2002 lui reviendront, « naturellement ». Idéologie de la rupture, au sens conservateur du terme, principal organisateur de la chasse aux étrangers, instigateur des lois les plus liberticides qu'ait connu le pays depuis 1942, le petit Nicolas n'aura pas attendu d'être élu pour mettre en œuvre son programme. Une partie, du moins, de son programme. C'est assez pour qu'on devine la suite, assez pour déclarer prioritaire, plus que jamais urgente, la lutte contre cette gangrène qui menace tout le corps social.

Fred

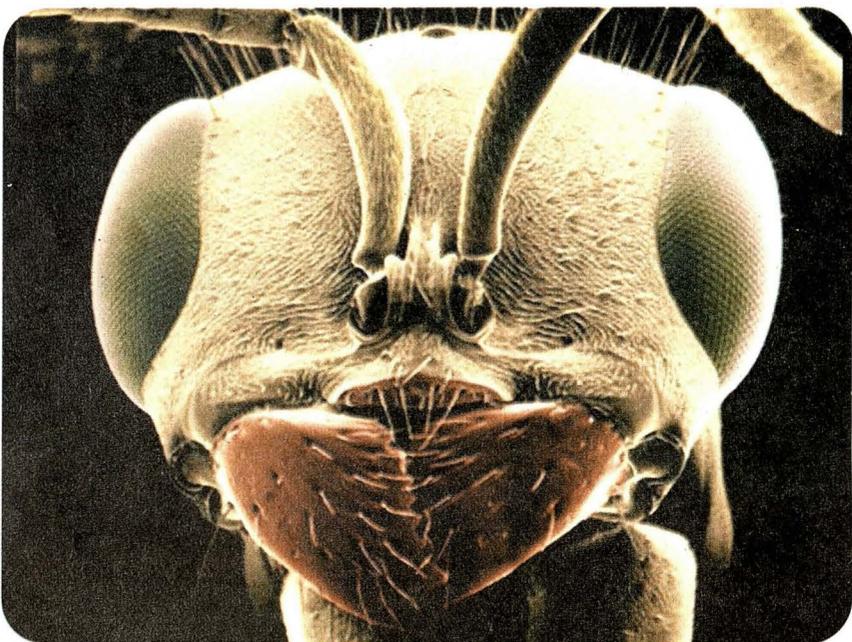
Groupe Louise-Michel



Ousseynou Sarr, *En attendant la rupture*.

Faits d'hiver

Aux chevaux maigres vont les mouches!



LORS DE LA RÉUNION du conseil municipal de La Rochelle du 12 septembre 2005, il a été décidé l'octroi d'une subvention de 276 102, 44 euros (presque deux cents briques) pour la création d'une deuxième salle de prière à la mosquée de La Rochelle.

D'un point de vue juridique, on peut s'étonner (une action en justice va être mise en branle par les camarades de la Libre Pensée) qu'une municipalité s'assoie avec tant d'impudeur sur la loi de 1905, dite loi de séparation des Églises et de l'État qui prévoit dans son article deux que « la République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte ».

D'un point de vue social, on peut s'étonner qu'une municipalité se disant sans le sou pour loger ceux qui sont à la rue, pour aider ceux qui sont dans la merde, pour..., ait deux cents briques à filer à une association de droit privée évoluant dans la sphère du privé religieux (jusqu'à preuve du contraire, il n'y a pas de religion d'État à La Rochelle).

D'un point de vue politique, on peut s'étonner qu'une municipalité d'union de la gauche rassemblant radicaux de gauche, socialistes, communistes et verts, ose ce que même la droite n'ose que rarement.

L'argumentaire se résume à : « Mieux vaut donner aujourd'hui aux religieux ce qu'ils nous prendront au centuple demain. Ainsi, on pourra les contrôler et faire le bon tri entre le grain religieux et l'ivraie intégriste. »

Ben tiens!

Après ça, on s'étonnera que les curaçons de toutes sortes roulent des mécaniques et que le peuple soit tout de méfiance vis-à-vis de la gauche couille-molle, centro-centriste, interclassiste à la mode de la franc-maçonnerie et désormais « parテナire » des raticheons de toutes sortes.

Ni dieu, ni maître, ni franc-maçonnerie!

Quand l'autruche éternue...

Peste, choléra, etc...

« Il vaut mieux la privatisation que le chômage. »
Un marin de la SNCM.

Et c'est à des syndicalistes qu'il faut une fois de plus expliquer que l'une n'empêche pas l'autre, et que, du coup, ils auront les deux...

Chut!

« Le gouvernement s'emploie, mois après mois, à faire taire les pessimistes. » **De Villepin.**

Pessimistes, les lycéens : au tribunal, les lycéens!
Pessimiste, la SNCM : vendue, la SNCM! À vous de compléter la (longue) liste.

Pas ce soir

« Sarkozy est migraineux : moi aussi. » **Philippe Val.**

Ça y est, Nicolas a lancé la mode! Bientôt, rien ne sera plus branché que d'exhiber sa boîte de Zumig dans un bar à tapas... Si, plutôt qu'une migraine, ça avait été une bonne chiassie l'ayant cloué à domicile, les bobos se seraient baladés un rouleau de pécu à la main.

Malades délinquants

« On peut très bien être atteint d'une maladie à l'issue proche et commettre des actes de grand banditisme, des agressions sexuelles ou se livrer à un trafic de stupéfiants. » **Gérard Léonard, UMP.**

Les hold-up en fauteuil roulant, les viols en déambulateur, sont d'ailleurs de plus en plus courants.

Régime

« Il a perdu du muscle, mais l'ossature est toujours là. » **Un proche de Fabius.**

Sans doute un des effets du régime carotte.

Vérité

« Alain Juppé est un menteur, et Léotard est un voleur. » **Marchiani, ex-préfet.**

Plutôt que de celle des enfants, il semblerait que la vérité sorte de la bouche des préfets. Quand ils sont mis en examen.

Vieux mensonge

« Seule la reprise du travail peut sauver la compagnie. » **Perben, à propos de la SNCM.**

Par contre, la reprise de la compagnie ne sauvera pas le travail.

Grippe aviaire et santé-loterie

« Nous avons réservé, pour notre pays, quarante millions de vaccins. » **Xavier Bertrand, ministre de la Santé.**

Ce qui, en cas de pandémie, nous fera donc un total de vingt millions de morts.

Frédo Ladrissé

(sources : France Info, France Inter, Libération, le Parisien).

Jean-Marc Raynaud ... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Belgique

Méthodes d'enquête particulièrement inquiétantes

LE 9 SEPTEMBRE, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi apportant diverses modifications au Code d'instruction criminelle et au Code judiciaire. L'objectif annoncé est « d'améliorer les modes d'investigation dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité grave et organisée ». « Cette démarche est dangereuse. Les syndicats et les groupes qui souhaitent changer la société en profondeur pourraient être inclus dans cette catégorie. Cela peut entraîner, de facto, une criminalisation des mouvements sociaux », s'inquiète Manuel Lambert, conseiller juridique à la Ligue des droits de l'homme. Politique fiction? « Non, lors du contre-sommet de Laeken, en 2001, des membres du comité organisateur D14 ont été mis sur écoute durant plusieurs mois... »

Selon plusieurs sources, l'avant-projet de loi préparé par la ministre de la Justice (PS) Laurette Onkelinx aurait été soumis à une procédure urgente. « L'avis du Conseil d'État doit déjà avoir été rendu car le projet doit être bouclé avant la fin de l'année. » Urgence voulue pour mieux imposer un texte litigieux ou hasard du calendrier, toujours est-il que, le 21 décembre 2004, la Cour d'arbitrage avait partiellement annulé la loi du 6 janvier 2003 concernant les méthodes particulières d'enquête, en raison de l'inconstitutionnalité de plusieurs de ses dispositions. « La Cour d'arbitrage avait laissé un délai d'un an. Il arrive à expiration. Quelles que soient les raisons, cela nous choque qu'il y ait urgence sur un sujet aussi complexe. » Et aussi dangereux pour les droits fondamentaux. « Nous estimons que le gouvernement aurait dû remettre cet avant-projet plus tôt, pour permettre un débat et un examen serein et approfondi du dossier. »

Passant outre l'arrêt de la Cour d'arbitrage, le gouvernement a étendu les modalités d'applications des « méthodes particulières d'enquête », et ce sans contrôle d'un juge d'instruction. La Ligue des droits de l'homme épingle notamment « l'extension du créneau horaire durant lequel elles pourront être

exécutées. En bref, à toute heure... alors que la loi du 7 juin 1969 sur les perquisitions et les visites domiciliaires limitait l'atteinte à la vie privée entre 5 heures et 21 heures »; « la possibilité pour le parquet d'intervenir, d'initiative et sans contrôle, dans tout lieu privé sauf le domicile et ses dépendances »; « la faculté d'utiliser un appareil photographique lors d'observations systématiques, et ce, pareillement, à l'initiative du seul parquet. »

Et la Ligue estime que « pour l'ensemble de ces mesures qui chacune porte atteinte de façon brutale à la sphère la plus privée de l'individu, il est fondamental de prévoir un suivi constant de la part d'une juridiction indépendante et impartiale. Laisser notre intimité aux mains du seul parquet, qui n'instruit qu'à charge et dans le seul but d'établir, à tout prix, l'existence d'une infraction, est une menace sans précédent sur le caractère démocratique de notre État ».

Un État sécuritaire émerge-t-il? Manuel Lambert nuance: « La question est légitime. Mais je ne sais pas si le gouvernement veut consciemment aboutir à un État policier. Toutefois, il adopte toute une série de mesures qui vont dans ce sens. Si le Vlaams Belang arrive au pouvoir, il aura déjà pas mal d'outils en main. Il y a un déséquilibre entre les pouvoirs répressifs (la police, le parquet) et la défense, qui est de plus en plus démunie. »

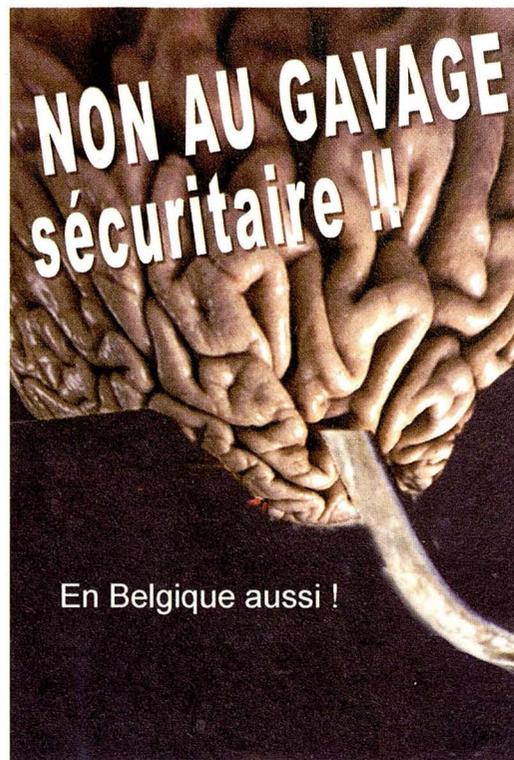
On soulignera d'ailleurs avec la Ligue l'« idéologie du contrôle permanent » qui détourne ces méthodes censées nous protéger du grand banditisme mais servent à d'autres fins. Par exemple, dans le cadre de l'exécution de la peine (si un détenu ne respecte pas sa libération conditionnelle ou ne rentre pas d'un congé pénitentiaire), c'est-à-dire en dehors de toute commission d'infraction.

Et l'arbitraire d'enfler: le projet prévoit la possibilité pour les indicateurs de commettre des infractions! Cette dérive, une de plus, dépasse l'inacceptable. Surtout lorsqu'on sait que la loi du 6 janvier 2003 auto-

risait déjà les membres des forces de l'ordre à commettre des infractions dans le cadre de leur enquête...

Cet avant-projet s'inscrit dans une tendance mondiale. « Depuis le 11 septembre, les mesures sécuritaires passent comme une lettre à la poste », rappelle Manuel Lambert. « L'Union européenne a suivi. La ministre de la Justice a déclaré que la Belgique est un pays en état de guerre. Ces termes sont extrêmement dangereux à employer parce que les libertés fondamentales peuvent être limitées pendant une telle période. » La déclaration de Laurette Onkelinx ouvre la porte aux dérives. D'autant que la Ligue ne pense pas que la situation exige l'adoption de telles « mesures liberticides et dignes des dictatures les plus obscures ».

Hertje



Discrimination des séropositifs

Un tiers des séropositifs sont victimes de discrimination sur leurs lieux de travail : c'est ce que révèle une enquête récemment publiée par Sida info service. Les nouveaux traitements permettant aux malades de vivre



quasiment comme les autres, nombre d'entre eux font le choix de continuer à travailler. Ce qui ne va pas sans difficultés : dire ou ne pas dire sa maladie est un choix qui n'est pas sans risque. Rejet de la part des collègues, attaques personnelles, menaces de l'employeur... Pire, hors de l'entreprise, c'est sept malades sur dix qui se déclarent victimes de discrimination. En premier lieu dans leurs rapports au milieu médical. Certains spécialistes refusent les clients séropositifs, d'autres se permettent d'indiquer que, vu le temps qu'il leur reste à vivre, les soins seraient superflus...

Front syndical de lutte de classe

Le 1^{er} octobre 2005 s'est tenue à Paris une réunion interprofessionnelle de



BOICOT !!
En solidaridad con los trabajadores y trabajadoras de Colombia.
NO CONSUMO COCA-COLA. NO FINANCIÓ LA MUERTE.



militants syndicaux de la CGT et de la FSU. Décision a été prise de constituer officiellement un collectif unitaire pour un front syndical de lutte de classe, avec l'objectif de fédérer et coordonner l'action unie des militants de plus en plus nombreux à la CGT, la FSU, la FSE, mais aussi dans d'autres organisations syndicales, pour sortir le mouvement syndical de l'immobilisme et de l'impasse où le conduit la Confédération européenne des syndicats, courroie de transmission de l'Europe capitaliste, et retrouver le chemin des luttes victorieuses.

Dessine-moi un dessin

Les thèses du « dessin intelligent » doivent être « correctement enseignées » : c'est ce que Bush a déclaré le 1^{er} août dernier. « Dessin intelligent », c'est le nouveau nom de baptême de Dieu. Les néocréationnistes, opposés à la théorie darwinienne, jubilent. Enfin les petits Américains vont pouvoir apprendre que le monde s'est créé en six jours, que le déluge a eu lieu il y a cinq mille ans, qu'Eve est née de la côte d'Adam, et autres vérités révélées.

Poules et poulets

La grippe aviaire est à la une des médias. On nous montre même des policiers protégés par des masques et des bonnets en plastique. Cela se passe en Roumanie pour « évacuer » des oies d'élevage qui



auraient été contaminées par le virus asiatique. Curieux, à Paris, surtout dans le 19^e arrondissement, les forces de police qui évacuaient étaient dans leur uniforme normal et tristement habituel.

Sardine noire ?

À Marseille, ça balance entre « la lutte continue » et « laissons la pression tomber ». La privatisation devrait arriver en 2006. Les tractations dans les arcanes parisiennes auraient eu raison de la colère phocéenne, alors que tout était là pour un mouvement horizontal, intercatégoriel et convergent. Mais

« peut-être » que directions syndicales et pouvoirs publics convergeaient, eux,



イワシ・ホロ
(画像はI.B./機)

sur un seul point : pas d'extension du conflit. Vous aviez entendu rentrée sociale ?

Tchéchénement vôtre

Des milliers de policiers et de militaires ont été nécessaires pour venir à bout (traduire exterminer) d'une petite centaine de militants protchéchéniens qui avaient envahi des commissariats



dans la capitale du Caucase russe. Le Parlement russe s'émeut du risque d'embrasement dans cette région. Le reste du monde ne semble pas s'émouvoir du sort du peuple tchéchéne qui creève dans l'indifférence générale. Vladimir Poutine ayant décidé qu'il fait ce qu'il veut dans l'ancien empire russe, Les médias n'ont qu'à fermer leur gueules

Des Roms déboutés par l'Église catholique

Deux familles de Roms, originaires de Roumanie, déboutées du droit d'asile, donc sans argent ni papiers, risquent aussi de perdre leur précaire toit, à la veille de l'hiver. Ayant trouvé refuge dans des locaux de la paroisse catholique Saint-Bruno, 9, rue des Chartreux, à Lyon, elles sont menacées d'expulsion manu militari le 25 octobre, à la demande du propriétaire, l'église de Lyon. Dans sa grande miséricorde, la paroisse propose de payer des nuits d'hôtel, soit la pire marginalisation possible pour les sept enfants concernés, tous scolarisés. Face à cette hypocrisie, un comité de soutien d'habitants du quartier s'est formé, à l'initiative du Réseau d'action solidaire.

BREVES DE COMBAT

Solidarité

Les frontières emprisonnent

Régularisation de tous les sans-papiers !

ISAAC, âgé aujourd'hui de 9 ans, scolarisé à l'école Joseph-Lotte à Rennes, et son père M'Veмба sont en France depuis 2001. Ils ont fui l'Angola où le père avait fait de la prison parce qu'il avait été contraint et forcé de transporter des armes pour l'Unita. Ils savent que le retour dans ce pays signifierait pour le père, la prison, voire la mort, et pour Isaak, la rue, puisque n'ayant plus de nouvelles de sa mère restée là-bas.

En 2004, l'OFPRA lui refuse le statut de réfugié politique par manque de preuves des risques encourus puisqu'il s'est évadé de prison pour éviter les meurtres et violences qui s'y perpétueraient; que voulez-vous, monsieur le juge, il n'avait pas de « bon de sortie ».

Le 15 février 2005, la PAF interpelle le père et le fils pour les placer en rétention à Rouen avant leur expulsion un collectif de parents d'élèves se crée et se mobilise pour leur libération conjointement avec le collectif de soutien aux sans-papiers de Rennes.

Après quinze jours enfermés, sous la menace de l'occupation de l'école par les parents et suite à un vice de procédure dans la mise en rétention, Isaak et son père sont

libérés. Depuis cette date leur hébergement est assuré par le collectif des parents dont le but est d'obtenir la régularisation.

Le vendredi 2 septembre, suite à l'agression qu'a subie l'amie de M. M'Veмба, et au cours de laquelle il s'est interposé, la flicaille convoque le père et son amie pour le dépôt de plainte, et là, bien sûr, la PAF en profite abusivement pour lui mettre le grappin dessus et le remettre en rétention.

Pour éviter les déboires survenus au mois de février, un juge pour enfants place Isaak dans une famille d'accueil à Saint-Malo à 70 km de son école, loin de ses copains et des gens qu'il connaît (œuvrer pour l'intérêt de l'enfant, à ce qu'ils disent!).

Le collectif de parents en appelle au milieu syndical et politique de Rennes et médiatise autant que faire se peut. Le 16 septembre, M. M'Veмба est libéré pour un nouveau vice de procédure. Le mardi 20 septembre, suite à la décision du juge pour enfants, M. M'Veмба et Isaak sont à nouveau réunis.

Groupe la Sociale, Rennes



Cher ami en liberté surveillée

BIG BROTHER EXISTE. Si, Si ! Il est en train de prendre ses quartiers d'hiver en ce moment à Drancy, sous l'égide de son député-maire. Cet individu-édile va faire installer 91 caméras de surveillance, pas moins. Sous couvert d'installation de fibre optique et câbles pour Internet et autres télévisions numériques, il en profite pour installer ses matons électroniques dans la ville. Le coup était prévu de longue date, ce n'est qu'un début ! Et, avec notre fric, en plus. Déjà qu'il nous avait gratifiés de la police municipale et autres fadaïses sécuritaires et identitaires.

Au passage on remarquera que s'il y a trop de fonctionnaires (tous les politiciens et les médias sont d'accord sur ce point) il n'y a jamais assez de flics en France. Le pouvoir en a besoin. Pour preuve, on nous en rajoute quasiment tous les mois, et j'exagère à peine. Pour en revenir aux caméras, il est vrai que Drancy est une zone de non-droit. Des attaques de personnes âgées à tous les coins de rue, voitures brûlées, rackets de commerçants, d'enfants, d'élus, règlements de comptes à l'arme lourde entre bandes rivales, trafics de drogues pour des milliards d'euros, j'en passe et des meilleures. On n'a pas encore eu droit aux intégristes musulmans, mais cela ne saurait tarder.

Cette histoire de caméras de télésurveillance je ne l'ai pas apprise par le journal bimensuel de la mairie, mais par un article d'un journaliste du *Parisien*. Celui-ci, sous le titre « 91 caméras de surveillance pour sécuriser la ville » y parle entre autres de « secteurs réputés coupe-gorge comme la passerelle Diderot... ». Manque de bol pour moi, j'habite juste à côté. J'y vis depuis maintenant quarante-sept ans. Toute ma famille y a vécu et y vit encore. Putain, je flippe ! Je risquais ma vie tous les jours en passant par là pour aller faire gagner du fric à mon patron ou dépenser le peu qui me restait en fin de mois au centre commercial proche, et je ne le savais pas.

Franchement, cet argent ne pouvait pas être employé à de meilleures fins ? Rénovation d'habitats pour les plus démunis par exemple ? Au lieu d'évacuer les squats manu militari, ne serait-ce pas mieux de les restaurer ?

Quelqu'un de célèbre aurait dit : « La vie, il faut se dépêcher d'en rire avant d'avoir à en pleurer. » Dépêchons-nous camarades, dépêchons-nous !

Marco de Drancy

Y aura-t-il une vie après le pétrole ?

Le pétrole, une des principales sources de pollution du monde actuel, est une denrée épuisable. Cependant ses dérivés nous sont devenus indispensables. Lorsque cette ressource naturelle commencera à s'épuiser, le système capitaliste, dont l'essor est fortement lié à son exploitation, risque de se transformer en barbarie. La seule solution envisageable est la décroissance, mais celle-ci est antinomique avec le capitalisme...

Ce texte est déjà paru en partie dans *le Monde libertaire* n° 1409. Une erreur de traitement du courrier avait tronqué les deux tiers de l'article, c'est pourquoi nous le republions, cette fois dans son intégralité.

Jean-Pierre Tertrais

LES MENACES qui obscurcissent l'avenir de l'espèce humaine sont désormais nombreuses, mais il en est une, proche, qui va servir de révélateur et fournir une idée assez précise de la manière dont la (les) société(s) va (vont) franchir l'obstacle: la pénurie progressive de pétrole. L'enjeu est vital: l'autonomie des populations.

La fin du pétrole

Présent dans la nature en grande quantité, et relativement facile à exploiter étant donné son état liquide et donc sa commodité de stockage et d'acheminement, le pétrole a permis l'essor des transports au XX^e siècle. La croyance au progrès illimité des sciences et des techniques, la croissance comme seul critère de jugement, l'avènement d'une énergie abondante et bon marché, tout était réuni pour promouvoir le modèle américain. La surproduction, tirant les prix vers le bas, permettait le développement de la consommation de masse, c'est-à-dire l'envol des profits (169,4 milliards de dollars pour les seuls groupes pétroliers américains en 2005).

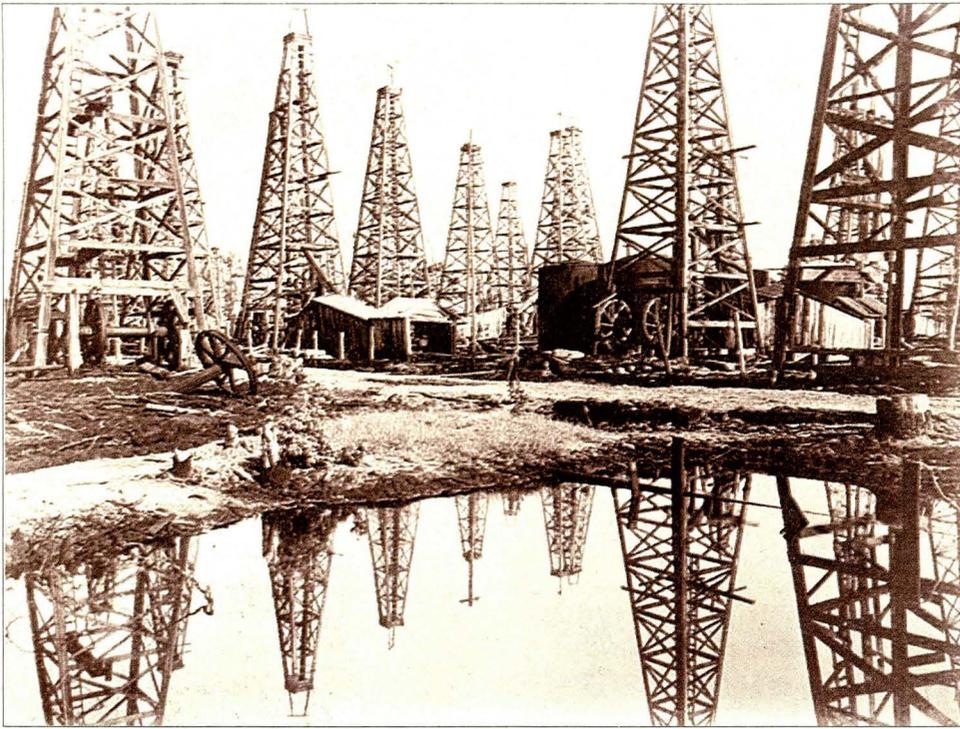
Or le pétrole est une ressource naturelle non renouvelable, présente en quantité finie



dans le sous-sol. Alors que beaucoup semblent l'ignorer, la production de pétrole va bientôt entrer dans sa phase de déclin continu. Après un pic de production, estimé autour de 2015, le phénomène de « déplétion » va provoquer une situation où la demande de pétrole ne pourra plus être satisfaite.

Des conséquences dramatiques

Omniprésent dans notre vie quotidienne, c'est le pétrole qui fait fonctionner l'économie. Le pétrole, c'est aujourd'hui les transports, essentiellement, mais aussi l'agriculture (pesticides et engrais), les matières plastiques, les jouets, les caoutchoucs de synthèse, les fibres synthétiques, les CD, les DVD, les planches à voile, les détergents, certains médicaments, etc. Or, compte tenu des besoins artificiellement créés, il n'y a pas d'alternative réelle au pétrole: la découverte et l'exploitation de nouveaux gisements se heurtent à de sérieuses difficultés (contraintes géologiques, techniques et financières); le rendement énergétique du pétrole non conventionnel (huiles extra-lourdes, sables asphaltiques, schistes bitumineux) est très médiocre, souvent même nul; la Chine, engagée dans une phase d'industrialisation



rapide, voit sa consommation intérieure grimper à une vitesse vertigineuse; les réserves de gaz naturel ne sont guère plus importantes, et le charbon est l'énergie fossile la plus polluante. Par ailleurs, le nucléaire représente un pari insensé (réserves d'uranium limitées, risques d'accidents majeurs, gestion impossible des déchets).

Certes, à moyen et long terme, les bouleversements sociaux engendrés par la pénurie de pétrole ne seront pas tous négatifs (recréer des conditions de vie plus saines, redécouvrir des savoir-faire ancestraux respectueux des processus naturels, enrichir les relations sociales, etc.). Mais la période de transition, parce qu'elle s'effectue dans une société profondément inégalitaire, s'accompagnera pour beaucoup de conditions difficiles, de situations inextricables. Un pétrole rare signifie en effet un pétrole cher. D'ores et déjà, le prix du baril s'élève depuis plusieurs mois (ce prix a triplé depuis 2001). Reconnaître que les cours s'envolent, c'est admettre deux catégories de conséquences: la vulnérabilité des plus pauvres s'accroît (pays du tiers-monde, classes défavorisées des pays industrialisés), les risques de conflits armés pour l'appropriation des réserves augmentent. Non seulement il deviendra rapidement impossible pour certains de se rendre au travail, mais ce sont plusieurs professions qui se trouveront gravement touchées (chauffeurs routiers, agriculteurs, pêcheurs, etc.).

Quelles pistes pour l'avenir ?

Les types de solutions envisagées par les pouvoirs publics comme par les milieux d'affaires sont naturellement d'ordre technique: améliorer l'efficacité énergétique, exploiter toutes les sources d'énergie disponibles; il ne s'agit évidemment pas de nier l'intérêt de telles solutions: accroître l'isolation des bâtiments,

promouvoir l'architecture bioclimatique, recycler les matériaux, etc. Mais plusieurs objections peuvent être opposées à un optimisme souvent immodéré.

Tout d'abord, les mirages de la technique. Concernant les biocarburants, il est peu probable que l'agriculture parviendra, à la fois, à nourrir les neuf milliards d'individus qui peupleront la planète dans moins d'un demi-siècle, et à assurer le plein du parc automobile mondial qui dépassera les 800 millions de voitures. Par ailleurs, de nombreux scientifiques sont très sceptiques à l'égard de l'hydrogène. Selon Jean-Marc Jancovici, il faudrait multiplier par deux le parc mondial de centrales nucléaires pour obtenir l'hydrogène nécessaire au remplacement du parc automobile actuel.

Ensuite, le fait de valoriser l'aspect technique permet de mettre en avant le comportement de l'usager, du consommateur, et donc de le culpabiliser: adopter le covoiturage, supprimer la climatisation, choisir des ampoules basse consommation (cet appel au civisme relevant d'ailleurs d'une redoutable hypocrisie de la part de ceux qui ont toujours prôné l'essor de la voiture individuelle, puisque si le covoiturage, par exemple, se trouvait généralisé, l'industrie automobile subirait de lourdes pertes).

Enfin, cette référence persistante au domaine technique permet, du même coup, d'évacuer les problèmes politiques. Et d'abord de passer sous silence l'immense responsabilité de ceux qui ont, depuis un demi-siècle, encouragé les pratiques les plus gaspilleuses en parfaite connaissance de cause, de ceux qui ont interdit le développement des énergies renouvelables en maintenant bas le prix du pétrole et en imposant le nucléaire. De tenir aussi au secret les quantités gigantesques qu'utilisent toutes les armées du monde pour leurs chars d'assaut et leurs bombardiers.

D'éviter de remettre en cause les gaspillages orchestrés par un système suicidaire: de la filière viande au transport aérien, en passant par la Formule 1 et le chauffage électrique.

Une crise de civilisation

Chacun cherche à (se) rassurer: un ministre feint d'intimider les grandes compagnies par une « taxe exceptionnelle »; le G8 décide la création d'un fonds spécial pour que les pays pauvres puissent amortir ce « choc pétrolier »; un expert prétend que la hausse résulte essentiellement de la spéculation; les professionnels réclament des aides ou des ristournes. Comme s'il ne s'agissait que de quelques soubresauts avant un retour à la normale. Eh bien, non! Nous sommes désormais au cœur de la crise.

Un chiffre suffit à fournir la mesure du phénomène: pour obtenir un litre d'essence, il aura fallu que 23 tonnes de matières organiques soient transformées sur une période d'au moins un million d'années. Les énergies fossiles auront été épuisées en deux ou trois siècles. De quel droit avons-nous privé les générations futures de ce « bien commun »?

Faudrait-il croire que l'on puisse résoudre une crise de civilisation par des textes législatifs ou par des mesures fiscales? Les explications conjoncturelles ne doivent pas masquer la réalité: c'est bien le capitalisme, c'est-à-dire la loi du profit, qui a conduit non seulement à une impasse énergétique, mais à une impasse sociale. Pour réaliser ce profit, il fallait privatiser la totalité des ressources et les transformer en biens de consommation, c'est-à-dire rendre dépendant, pour sa nourriture, son chauffage, son transport, ses loisirs, l'ensemble des populations.

Il faut se souvenir que l'eau, le soleil et le vent appartiennent à tout le monde. Nous n'avons pas d'autre choix que celui d'une sobriété énergétique, d'une décroissance. Relocaliser l'économie, ce n'est pas seulement réorganiser les transports, c'est modifier radicalement les rapports sociaux de production. Le défi à relever, c'est le partage et la gestion commune des richesses, c'est la maîtrise par les populations elles-mêmes de leur propre production, c'est l'imagination et la créativité au service de la solidarité. Ce n'est pas « que la cohésion sociale soit maintenue pour que l'économie (capitaliste, bien entendu!) puisse tourner au mieux, sans être perturbée », comme le propose Jean-Luc Wingert dans un livre par ailleurs intéressant (*La Vie après le pétrole*, éditions Autrement).

Si nous parvenons à construire une société libertaire fondée sur l'égalité économique, la justice sociale, la gestion collective des ressources, le respect des équilibres naturels, il y aura une vie après le pétrole; elle sera suavement agrémentée de vélos, de moulins, de traction animale et de navires à voiles. Sinon, préparons-nous à vivre une barbarie qui risque d'ajouter l'humanité à la longue liste des espèces disparues.

J.-P. T.

Espagne

La bataille de la mémoire continue

DEPUIS LA RENTRÉE, en Espagne, l'issue de la bataille pour la récupération de la mémoire historique est plus incertaine qu'elle ne l'était avant l'été. Le journaliste Carlos E. Cué, dans le journal *El País*, nous révèle que le gouvernement socialiste a décidé de ralentir les travaux de la Commission interministérielle, dite de « la mémoire », en présentant un projet de loi qui satisfait les deux factions rivales de la guerre civile. Ce projet a provoqué des réactions indignées de la part de toutes les associations de soutien aux victimes de la répression franquiste.

Dès lors, le débat sur la récupération de la mémoire historique est de nouveau d'actualité et a pris une grande importance. Des écrivains et des personnalités diverses, et même des militants socialistes, ont publié des lettres publiques adressées au gouvernement et, en particulier, à Zapatero, lui reprochant cette volte-face et le manquement à la parole donnée.

Le gouvernement a répondu en essayant de minimiser l'affaire, expliquant que c'était le grand nombre de cas à étudier qui était le responsable de ce retard. Mais ceci sans fixer de date pour que la Commission interministérielle présente son rapport et le projet de loi pour la réhabilitation des victimes de la guerre civile et de la répression franquiste.

Un autre événement important s'est produit ces derniers jours, montrant que le vrai enjeu de la bataille de la mémoire est un enjeu politique majeur. L'annulation des sentences prononcées par les tribunaux répressifs de la dictature franquiste mettrait fin au Pacte constitutionnel qui omit de condamner la dictature franquiste et permit la transition de celle-ci à la démocratie. Une « transition » qui eut un prix : l'amnésie totale sur le passé et l'impunité pour les responsables des crimes commis par les franquistes pendant les trente-six ans de dictature.

Cet événement a été le débat, à la Chambre des députés, sur une proposition du groupe parlementaire catalaniste Convergence et Union, pour annuler le Conseil de guerre qui condamna à mort un parlementaire catalan en



1938. Finalement, les députés approuvèrent la proposition, amendée par le groupe socialiste de façon que ce soit la Commission interministérielle qui se charge d'étudier la forme sous laquelle cette annulation puisse se faire.

Ce débat mit en évidence les positions sur lesquelles les différentes forces politiques campent aujourd'hui à ce sujet. Pour la droite – c'est-à-dire le Parti populaire –, ce débat est inutile et dangereux, et elle est décidément opposée à toute révision du passé et ne veut même pas entendre parler de la récupération de la mémoire historique. Pour ce parti et toutes les forces conservatrices, la loi d'amnésie prononcée en 1977 est suffisante, et il ne faut pas revenir en arrière. Le principal « argument » du Parti populaire est que le « révisionnisme » rouvrirait les plaies de la guerre civile, et que cela serait une grave erreur et ferait preuve d'une dangereuse irresponsabilité.

Pour le centre (Convergence et Union principalement) et les socialistes, la récupération de la mémoire historique est un devoir, mais elle doit être le résultat d'un large consensus avec la droite. Il propose pour cela de le faire dans un cadre de concorde et de réconciliation.

Seuls les partis de gauche (la Gauche unie, majoritairement communiste) et les nationalistes basques et catalans (le Parti nationaliste basque et la Gauche républicaine catalane) continuent d'exiger l'annulation des jugements et des sentences franquistes et la réhabilitation morale et politique de toutes les victimes de la répression franquiste.

C'est donc dans ce cadre que l'affrontement politique et juridique va se dérouler au cours des prochaines semaines : la bataille pour la récupération de la mémoire historique. Personne ne sait en ce moment quelle va en être l'issue et quelle va être la position finale du gouvernement Zapatero. Car la Commission interministérielle doit aussi proposer des solutions aux demandes de prohibition de tous les symboles de la dictature franquiste (statues de Franco, noms franquistes des rues), de transfor-

mation du mausolée de Franco au « Valle de los caídos » en un mémorial aux victimes de la guerre civile et du franquisme, de la réouverture des fosses communes, d'indemnisation des victimes de la répression, etc.

Pour leur part, les camarades libertaires du « Grupo pro revisión del proceso Granado-Delgado y de apoyo a Pilar Vaquerizo »* ont commencé une nouvelle campagne pour dénoncer la reculade socialiste et exiger que soit mit fin à l'injustice dont est victime la veuve de Francisco Granado.

Ce qui est sûr, c'est que la bataille pour la récupération de la mémoire historique est loin d'être gagnée, et que le 20 novembre prochain – jour du trentième anniversaire de la mort de Franco – devrait être une date décisive. Car non seulement c'est une date symbolique, qui peut être choisie par le gouvernement pour présenter enfin le rapport de la Commission interministérielle et la loi de réhabilitation des victimes du franquisme, mais qui peut être aussi choisie par les nostalgiques du franquisme et la droite conservatrice pour faire un coup d'éclat et montrer ses capacités de mobilisation.

Daniel Pinós

* Adresse du « Groupe pour la révision du procès Granado-Delgado » en France : la Mémoire sociale, BP 58, 93260 Les Lilas.

VOILÀ, LES JEUX SONT FAITS. Les électeurs ont tranché. Dresde a voté. Les chrétiens-démocrates allemands ont remporté quatre sièges de plus que leur concurrent. L'Allemagne a voté à gauche à 51 %, elle sera gouvernée au centre par une grande coalition. Une femme devient chancelière, sur le fond cela a peu d'importance. Il faut tenter de comprendre ce qui s'est passé.

Les résultats de ces élections ont été considérés en France avec beaucoup d'intérêt. Beaucoup d'observateurs ont fait le parallèle entre ce qui se passe chez notre voisin et la situation française. L'irruption d'un nouveau parti se situant sur la gauche de l'échiquier politique, à gauche du SPD, à gauche des Grünen, fait penser à la situation française avec son conglomérat de partisans du « non » au référendum. Avant de pouvoir affirmer qu'un peuple de gauche se cherche en Europe, il faut tenter une analyse de la nature de ce nouveau parti qui s'intitule bravement Die Linke, « la gauche ». Par ailleurs, l'affrontement en façade entre socialistes et chrétiens-démocrates, derrière les réformes indispensables à la survie du capitalisme, pose les problèmes environnementaux. La coalition rouge-vert allemande avait programmé la sortie du nucléaire, que va-t-il se passer maintenant? D'autre part, la persistance du problème est-allemand qui devait se régler par la seule voie de la réunification pose un certain nombre de questions. Il n'a pas suffi que le Mur tombe pour que celui qui est dans la tête des Allemands disparaisse comme par miracle. Si le « communisme » est tombé, l'héritage des totalitarismes qui se sont succédé en Allemagne est encore bien vivant.

La nouvelle gauche

Die Linke en est un parfait exemple. Ce nouveau parti est composé du PDS « Partei des Demokratischen Sozialismus », successeur du défunt parti communiste est-allemand, le SED (Parti socialiste unifié d'Allemagne). Il déclare avoir 62 000 membres. Dirigé par Gregor Gysi, il y a en son sein une tendance structurée et très active appelée la « plateforme communiste », sa porte-parole est Sahra Wagenknecht. Voici son programme :

« La Plateforme communiste du PDS rassemble des militantes et des militants communistes au sein du PDS, actifs dans le parti tant à la base que dans les structures en se fondant sur le programme et les statuts du parti. La maintenance et le développement de la pensée marxiste représentent l'essentiel du travail de la Plateforme communiste. Elle soutient autant les revendications qui visent à apporter une amélioration à court terme dans l'intérêt des "non-possédants et des peu-possédants" au sein de la société capitaliste, qu'elle se donne pour but le socialisme comme

changement radical de la société. L'antifascisme et l'antiracisme représentent pour la Plateforme communiste du PDS un fondement politico-stratégique, et elle s'oppose aussi à toute forme d'anticommunisme de quelque origine que ce soit. »

L'autre membre de cette coalition est le WASG « Arbeit & soziale Gerechtigkeit - Die Wahlalternative » (Alternative électorale pour le travail et la justice sociale). Il est formé de syndicalistes et d'anciens membres du SPD et de certains groupes d'extrême gauche. Son leader le plus connu s'appelle Oscar Lafontaine. Ce dernier est depuis 1985 président du Land de Sarre. Il est aussi un démissionnaire du gouvernement de Schröder, officiellement parce qu'il ne soutenait pas la politique de réformes de ce dernier, officieusement parce qu'il n'aurait pas supporté d'être le « 2^e homme » du gouvernement.

Il s'est fait remarquer pendant la campagne électorale par des propos pour le moins populistes et racistes :

« L'État a comme devoir d'empêcher que des pères de famille et des femmes deviennent chômeurs parce que des « Fremdarbeiter » (travailleurs étrangers) prennent leur place en travaillant pour de faibles salaires. »

Le terme employé par Lafontaine pour désigner les travailleurs étrangers est celui qui était utilisé par le régime nazi pour parler des travailleurs déportés. Ce qui n'a pas été sans gêner ses amis du PDS. Le parti néo-nazi, le NPD, n'a pas hésité à proclamer : « Ne prenez pas la copie, préférez l'original. »

C'est donc ce nouveau parti qui a enthousiasmé notre gauche de gauche française. L'Humanité du 20 septembre 2005 déclare :

« Cette contestation du libéralisme a pu trouver son expression grâce à l'émergence d'une force de gauche. L'installation dans le paysage politique allemand d'un parti situé à la gauche de la social-démocratie constitue le fait bien capital de ce scrutin. »

Et la Ligue communiste renchérit sous la plume de Christian Piquet le jeudi 15 septembre :

« Après la France et les Pays-Bas, la preuve est ici administrée que, dans toute l'Europe, de l'expérience vécue par le monde du travail et les acteurs des mobilisations sociales, naît progressivement une aspiration au rassemblement d'une gauche de gauche. »

Campagne des chrétiens-démocrates

Parmi les raisons pour lesquelles Angela Merkel n'a pas réussi à faire le score prédit par les sondeurs se trouve le manque à gagner bavarois. Le fait qu'elle était protestante, de l'Est, donc une Ossie¹, et une femme, a fait que la Bavière machiste et réactionnaire s'est détournée de sa candidature et a affaibli son leader Edmund

Le « m alle



odèle » mand



Stoiber. À propos de ce dernier, il faut rappeler qu'il est un ami de longue date de Jörg Haider, le leader populiste autrichien d'extrême droite. Ils ont fait ensemble campagne pour l'annulation des « décrets Benes » pris par la Tchécoslovaquie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale expulsant la minorité allemande du pays vers l'Allemagne.

D'autre part, il faut remarquer la violence des attaques de M^{me} Schroeder reprochant à la rivale de son mari de ne pas avoir d'enfant. À tout cela, on peut ajouter les maladresses des conservateurs allant chercher un théoricien fiscal pour proposer une « flat tax », c'est-à-dire une imposition à 25 % du revenu pour tout le monde, riches et pauvres compris.

Il y avait-il un autre choix ?

Une coalition de gauche était inimaginable. Le SPD ne pouvait pas gouverner avec les anciens communistes et Lafontaine. Un gouvernement minoritaire de gauche était possible en comptant sur la tolérance de ces infréquentables, mais cela était contraire à l'habitude germanique. Une coalition « jamaïcaine » a été un moment évoquée, mais s'est révélée une vue de l'esprit. Les positions convergentes des Verts et des libéraux (FDP) en matière de choix de société, droits des homosexuels, des femmes, ne pouvaient que se fracasser sur le mur des conceptions économiques de la droite et heurter les positions conservatrices chrétiennes-démocrates.

L'énergie

D'autre part, il se pose la question du nucléaire. Le mode de production d'énergie est ce qui sépare fondamentalement un camp de l'autre aujourd'hui. L'accord de gouvernement entre le SPD et les Verts avait comme base l'idée de sortir du nucléaire. Cela passait par la préférence donnée aux énergies alternatives en matière de subventions. Aujourd'hui, le nucléaire ne compte que pour 27 % de la production d'énergie électrique en Allemagne (près de 75 % en France). L'apport des énergies renouvelables dépasse les 10 %. Selon les industriels du secteur, le prix de l'énergie éolienne serait en forte baisse depuis cinq ans, et leur représentant a affirmé que d'ici à 2015 elle reviendrait moins cher que l'énergie nucléaire ou celle tirée des centrales à charbon. Aujourd'hui, l'Allemagne compte plus de 17 000 éoliennes. Le fait que les Verts risquent de ne plus faire partie du gouvernement, s'il rassure les grands groupes énergétiques, inquiète énormément les partisans des énergies douces. D'autre part, si un nouvel élan est donné au nucléaire, il va y avoir de nouvelles manifestations dans le pays avec blocage de convois ferrés ou routiers. C'est ce qu'annonce les compagnons du groupe anarchiste non violent Graswurzelrevolution.

Sur le plan social

Les réformes inspirées par Peter Hartz, ex-directeur des ressources humaines de Volkswagen, viré parce qu'il se faisait payer par sa boîte des prostituées quand il était en voyage d'affaires, ne seront

pas revues pour autant. Les réformes vont continuer. Que ce terme longtemps utilisé pour évoquer les mesures nécessaires à l'amélioration du bien-être des plus pauvres soit devenu le drapeau de ceux qui veulent améliorer, désaliéner le fonctionnement du capital, et ce partout en Europe, montre bien que le vocabulaire est devenu une arme dans la bouche des pouvoirs. La culpabilisation de ceux qui refusent les réformes, donc qui sont des conservateurs, va accélérer la paupérisation des plus pauvres des Allemands, en commençant par la partie orientale revenue dans le giron de la République fédérale. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que les milieux d'affaires aient un moment affiché leurs préférences pour un gouvernement technique qui n'aurait pas eu de préoccupation électoraliste et aurait pu poursuivre et approfondir ces réformes sans faire de sentimentalisme hors de propos.

Les restes des totalitarismes

La frontière qui séparait la RDA communiste de la RFA occidentale n'existe plus. La république orientale est morte. Il n'y a pas eu de miracle de la réunification. La frontière mentale demeure. On n'a pas encore pris la mesure des modifications de comportement des individus qui ont été la conséquence de la vie dans un État totalitaire pendant autant d'années. Le passage du nazisme au communisme n'a pas modifié le rapport à l'État. La situation de dépendance dans un cas a continué dans l'autre. De 1933 à 1989, cinquante-six longues années de soumission et de terreur ont transformé ceux qui y ont été soumis. La prise en charge des individus et de leurs besoins par un État bienfaiteur reste marquée dans les consciences des gens de l'Est. Les « Ossies » expriment cela en votant pour le PDS. D'autre part, une bonne partie de ces habitants orientaux rejetés par les « Wessies » tentent de reprendre pied dans la vie en se raccrochant aux gloires fanées du nazisme et votent NPD (parti d'extrême droite) et pour certains font partie des troupes de choc auxquelles s'affrontent les antifascistes allemands. Il est remarquable de noter la tolérance dont jouissent ces groupes néo-nazis au regard des réactions brutales qu'encourent les militants qui s'opposent à eux.

La situation électorale allemande préfigure-t-elle ce qui va se passer en France dans deux ans ? Difficile de le dire, de toute façon nous ne sommes pas devins. Ce qui est sûr c'est que le parallèle que d'aucuns font pour justifier leurs démarches électoralistes n'a pas de sens. Mais la marche en avant de la classe politique allemande parée du drapeau des réformes va inspirer ceux qui, de ce côté du Rhin, rêvent de suivre cet exemple. À quand une grande coalition PS-UMP ?

1. Les habitants de la partie orientale de l'Allemagne sont désignés sous ce nom qui vient de Ost (Est), alors que ceux qui habitent à l'Ouest (West), portent le nom de Wessies.

Libanisation de la société française ?

Le modèle communautariste en vigueur au Liban a conduit à la guerre civile. Une guerre de quinze ans, qui n'est visiblement pas terminée dans la mesure où la mainmise de la Syrie est toujours de rigueur et où, lorsque l'emprise syrienne se relâche, des attentats contre divers leaders politiques hostiles à la présence économico-militaire de Damas viennent rappeler aux Libanais le poids des services spéciaux syriens et du clan El Assad.

EST-CE CE MODÈLE que l'on souhaite exporter en France? Quand on voit l'écho donné aux manifestations religieuses par les médias et les autorités, on peut le penser. Chaque année, comme preuve que la communauté française a « bien » intégré sa minorité musulmane, on évoque en long, en large et en travers le ramadan. À tel point que ceux qui ne sont pas musulmans se sentent presque obligés d'y souscrire. Pour faire bon poids, lorsque les Journées mondiales de la jeunesse (JM) se tiennent quelque part, c'est du même ordre. Les médias en ont pour quinze jours, voire trois semaines, à nous tenir en éveil sur le sujet. On a droit aux préparatifs, puis au déroulement des cérémonies avec nombre d'interviews de bigots aux mines béates. Ajoutez à cela quelques fêtes juives évoquées tout aussi régulièrement que le ramadan, comme le Grand Pardon, le Nouvel An juif, la Fête des cabanes, etc., et le tableau est complet. Et, pour faire bonne mesure, c'est le défilé permanent des religieux dans les palais de la République. Jusqu'à l'acteur Tom Cruise reçu chez Sarkozy, comme gage de bonne conduite de la République vis-à-vis des adeptes de Ron Hubbard, auteur de science-fiction si génial qu'il est parvenu à faire en sorte que ses rêves deviennent réalité, au travers de l'Église de scientologie. Avant lui, un certain Jésus de Nazareth, à force de parler d'anges et d'eau se transformant en vin ou encore à force de surfer sur la mer Morte ou le lac de Tibériade, avait réussi le même coup en lançant une nouvelle mode: le christianisme.

Si vous ajoutez le port du foulard islamique dans les écoles, ce qui donne lieu à chaque rentrée à quelques frictions, çà et là; si vous ajoutez les processions pour le 15 août qui reviennent à la mode, là où elles ne se pratiquaient plus; si vous ajoutez les ouvertures de temples bouddhistes et de monastères orthodoxes, vous obtiendrez une sorte de foire aux religions où tout est bon pourvu que l'on consomme Dieu, ou les extra-terrestres (avec les raéliens, bien sûr!). Remarquez, Dieu et les extra-terrestres, c'est kif-kif. L'être humain a tellement peur de se retrouver seul sur Terre, par rapport à l'univers si vide de vie; l'être



humain a tellement peur du big-bang qui signera la fin de l'espèce; l'être humain a tellement peur de mourir, qu'il lui a bien fallu inventer quelque chose pour se rassurer: Dieu! Dieu décliné de toutes les façons. Car il est bien entendu que « ma » religion est plus belle que la tienne.

Mais, qui plus est, malheur à celui qui rompt avec sa religion d'origine pour en adopter une autre. Il devient à jamais un apostat. Et cela signifie la mort ou, pour le moins, l'emprisonnement. C'est le cas actuellement en terre d'islam: en Égypte, l'apostasie vous vaudra la prison; en Arabie Saoudite ou en Iran, cela vous vaudra la décapitation ou la pendaison. Et dans nos pays chrétiens, il aura fallu attendre le XIX^e siècle pour ne plus revoir les horreurs faites aux mécréants, comme ce fut le cas à l'encontre du malheureux chevalier de la Barre, mis à mort pour avoir refusé d'ôter son chapeau au passage d'une procession et de s'être moqué des processionnaires.

Après des décennies d'une laïcité forte, voilà qu'elle semble sur le déclin. La peur de l'avenir, renforcée par des conditions de vie difficiles (travail précaire, chômage, peur des délocalisations chez « nos » camarades chinois – alors, Marie-Georges, tu penses quoi du communisme chinois? On ne t'entend guère critiquer le Parti communiste chinois qui se fait plein de thunes sur le dos des travailleurs. J'irais même jusqu'à parier que le PCC avait son stand à la fête de l'Humain, comme chaque année!).

La peur de l'avenir, donc, conduit à un retour en force de la religion, sous toutes ses formes. Les écoles privées catholiques font le

plein, les foulards islamiques prolifèrent sur les marchés et dans les galeries marchandes dans les grandes et petites villes du Sud-Est, les kippas ne sont pas en reste (ce qui explique, entre autres, la multiplication des incidents entre juifs et musulmans. Chacun se désignant à la vindicte de l'autre par le port de signes religieux ostentatoires).

Jouant des différences qui s'affichent, se revendiquent et finissent par exclure l'Autre, les docteurs Diafoirus y vont de leur remède miracle. Le Pen veut renvoyer les immigrés dans leur

pays d'origine; de Villiers souhaite organiser une Garde nationale en vue de contrôler les quartiers islamiques (et pourquoi pas les villes? Car n'oublions pas que des villes comme Roubaix, Tourcoing ou encore Trappes comptent de 50 à 70 % de musulmans). S'il croit que les musulmans vont se laisser faire, il se trompe. C'est la porte ouverte aux milices chrétiennes confrontées aux milices islamistes. D'autres encore, à l'autre bout de l'échiquier politique, souhaitent ni plus ni moins l'ouverture des frontières. Par internationalisme béat. Soyons fous, encourageons le communautarisme! Comme en Amérique, laissons se multiplier les églises, les temples, les mosquées, les synagogues: 30, 40, 50 lieux de culte pour des villes de moins de 10 000 habitants; 95 % de croyants contre 5 % d'athées; la Bible dans toutes les chambres d'hôtel et jusqu'au tribunal où l'on jure sur cette dernière. Et malgré ça, il y a eu le 11 septembre et ses milliers de morts. Comment donc un pays si tolérant a-t-il pu cristalliser ainsi la haine de millions de musulmans, encourager aux actes fous de kamikazes? Multipliez les religions et vous multipliez les problèmes.

Diafoirus pour Diafoirus, il est étonnant que personne n'ait encore pensé, hormis les cercles libertaires et libres-penseurs, à réclamer la suppression de toutes les religions, la disparition de tous les lieux de cultes. Le leader albanais, marxiste-léniniste, Enver Hojda avait bien décrété la mort de Dieu et dressé l'athéisme en « culte » d'État, pour ce qu'il en est resté après sa mort...

Claude Nepper

Recherche

Faire sa fête à la science



Didier Leboeuf

IL Y AURAIT MALAISE dans la recherche scientifique... Les populations commenceraient-elles à se rendre compte du décalage entre elles et le milieu scientifique, voire à s'en méfier? La jeunesse boude les filières scientifiques? À voir, tout ça... Il convient, en attendant, pour les pouvoirs publics et la corporation de réagir et de maintenir la pression. On se souviendra peut-être comme le gouvernement avait récupéré, voire téléguilé, le pseudo-mouvement « Sauvons la recherche », qualifié de mouvement populaire, alors qu'il n'était en fait qu'un mouvement corporatiste n'ayant de subversif que de demander à l'État plus de moyens.

Ce même mouvement, d'ailleurs, conscient de ses lacunes démocratiques se mua par la suite en pétition citoyenniste, sauce altermondialiste « Ouvrons la recherche! », pour demander, entre autres, plus de transparence (la belle blague). Cette fausse subversivité n'y suffisant pas, les pouvoirs publics nous la jouent maintenant tous les ans à la mode « éducation populaire festive »; ainsi, cette automne encore, se tient « la semaine de la science ».

Tout ceci ne peut que laisser perplexe et appelle à une réflexion de tout un chacun, réflexion entamée il y a bien longtemps, mais délaissée depuis derrière la question sociale alors que ces deux domaines n'en font qu'un.

« Sauvons la recherche » donc; mais de quelle recherche parle-t-on? De la science « éthique »? de la science pure? Celle qui s'innocente de l'utilisation de « l'outil » qu'elle fabrique? Celle qui nourrit depuis des siècles le mythe du progrès comme d'autres nourrissent les dogmes ou les religions? Celle qui se prétend neutre? Certains chercheurs toutefois lutteraient pour « une recherche d'État et même contre le libéralisme » (comme si les

deux n'étaient pas liés). Ceci est l'expression même d'une confusion volontairement entretenue et déculpabilisante vis-à-vis du rôle constituant du capitalisme que ceux-ci ne peuvent que jouer. Si ces bons apôtres de l'altruisme et de l'humanisme dont ils se réclament tant avaient la moindre intégrité, ils cesseraient immédiatement toute recherche. Au lieu de cela, non contents de donner chaque jour des armes supplémentaires au capitalisme, ils fournissent à celui-ci les moyens inespérés il y a encore trente ans de réguler en temps réel les écarts et les rugosités physiques, sociales ou humaines qui ne manquent pas d'intervenir, dans une cybernétique¹ pénétrant toujours plus notre monde.

« Sauvons donc cette science cybernétique! » En faisant sciemment l'impasse sur « cet ordre nouveau », nos grands experts nous condamnent de facto à nous adapter à ce meilleur des mondes; celui du nucléaire, des biotechnologies, des nanotechnologies² et leur corollaire le transhumanisme³, celui de la psychiatrie autonomée, de la médecine objectivante, des sciences sociales au service de l'assistance du même nom, un monde où le contrôle sera la condition de notre enfermement psychique ou affectif finissant par l'hôpital ou la prison, un monde où l'homme n'aura plus comme désirs que des besoins marchandisés, comme fonction la production et la consommation, et comme finalité, sa lente consommation. Cette science à qui notre cybermonde demande toujours plus d'ordre et de rationalité niera et rejettera toujours les zones d'ombre que pourrait générer ce qui nous restera de subjectivité. Tel deux pôles négatifs d'un aimant, la cybernétique a horreur de l'opacité, de la lenteur, de l'humain et de sa métaphysique indisposition à se plier; « carte bancaire, choisissez la fluidité »,

Didier Leboeuf: paysan troglodyte ariégeois pour qui le tracteur n'est pas une fin en soi.

pouvons-nous lire sur les panneaux autoroutiers. Il en va de même pour les autoroutes électroniques et l'ordre social.

Alors... « sauvons la science politique ? » Sauf que la cybernétique est devenue « la nouvelle politique », la nouvelle logique, elle dépasse aujourd'hui « l'idéologie capitaliste ». Enfermés que nous étions dans une conception d'un ordre statique, de lutte de classe, de conquête de l'outil (terre, usine, etc.), de valorisation de la marchandise, nous n'avons pas encore pris la mesure de cette révolution technologique, celle de l'électronique et de l'automatisation, dévaluant le travail, doublée d'une deuxième révolution, celle de la cybernétique sociale, de l'État régulateur, du keynésianisme. L'accumulation capitaliste se dissimule aujourd'hui derrière la circulation (de l'information, des marchandises, des valeurs jusque-là non marchandes). Nous sommes aujourd'hui dans une dynamique d'autorégulation où la lutte de classe s'est étendue en se diffusant en profondeur et à tous les secteurs de la société. Mais est-ce encore une lutte ? Ainsi, de la révolution industrielle à la révolution électronique, nous sommes passés de la valorisation du travail à celle de la valeur abstraite (la finance en est une). La science qu'elle soit physique ou sociale fut et est encore le moteur de ce processus. Ainsi, du « mouvement ouvrier », nous sommes passés au « mouvement social » pour arriver naturellement aujourd'hui au « mouvement citoyen » ; celui qui réclame à cor et à cri « de la régulation étatique » et qui à travers la pétition « Ouvrons la recherche » en appelle à « une science citoyenne ». Alors voulons-nous une science citoyenne ? Nous aurons ainsi droit aux parodies de débats à grands renforts d'experts qui ne prendront même plus la peine de changer leur langage ; débats postiches, expérimentés de longue date avec le nucléaire, les OGM et leurs « citoyennes facéties » ou les nanotechnologies grenobloises. Dans tout les cas, nous y retrouverons les mêmes représentants de la social-démocratie, la même qui a fusillé l'anarcho-syndicalisme, le mutuellisme, qui a regardé agoniser la révo-

lution espagnole, la même social-dém qui est passé en vingt ans « du col Mao au Rotary-club », celle qui avoue aujourd'hui son étrangeté au monde ouvrier, celle du capitalisme social et cybernétique qui ne remettra donc jamais fondamentalement en cause la science et en demandera toujours plus, avec plus d'État, la gauche bien-pensante qui pense pour nous ; soyez tranquilles. Alors que nous reste-t-il à sauver ? Cette science, qu'une métaphysique mourante voudrait qu'elle soit l'unique vecteur d'un progrès linéaire n'est dans les faits qu'un instrument de pouvoir. Qu'elle soit d'État pour mieux financer le non-rentable ou privée pour rentabiliser le commun, qu'elle soit fondamentale pour mieux être appliquée, ou appliquée pour mieux nous asservir, cette science segmentée, que ses serviteurs prétendent neutre malgré sa toute-puissance et le chaos qu'elle voudrait masquer, n'a permis à l'humain que de s'émanciper de la nature mais non de lui-même.

Hakim Bey dans son « art du chaos » pose la question de la science et de son appréhension libertaire sous l'angle du binôme « paléolithique », c'est-à-dire du système tribal de cueillette ou de chasse, autodéterminant ses besoins en fonction de ses désirs et de son environnement (autolimitation) et des « extropiens », utilisant la technique pour la dépasser vers une construction d'autonomie. Dans ce sens, force est de constater que « l'Internet citoyen » est à l'ordre du jour de la cybernétique. Face à cela, l'option extropienne ne sera efficace que dans une position de lutte par le sabotage aussi techniquement pointue qu'anonyme et opaque. Les « hackers » et autres pirates en sont une illustration. La cybermachine en permanence à l'affût de leur intégration possible dans ses rouages apporte quotidiennement la preuve de leur pertinence ; mais qu'en est-il des biotechnologies, des nanotechnologies et autres sciences des fichiers à coups d'ADN que la peur et la domestication rendent aujourd'hui éthiquement possibles ?

Enfin, l'argument quasi religieux qui touche à une compréhension monolithique du monde est celui de l'objectivité de la science. Il n'est pourtant plus à démontrer le caractère parcellaire de son territoire ne serait-ce que du fait de sa volontaire segmentation disciplinaire et de sa représentation bien maîtrisée (experts, médias, lobbys, religion, etc.).

Darwin ou Yahvé ? Le pétrole aujourd'hui ou les biocarburants demain ? Des OGM pour la faim dans le monde ou pour la couche d'ozone ? Des économistes pour répondre à nos moindres désirs ? Des énergies renouvelables pour alimenter nos usines ? Des nanotechnologies pour un meilleur contrôle social et une meilleure « traçabilité du cheptel humain » ? Et pour finir... le chêne ou le sapin ?

La science est à l'image de notre civilisation ; apparemment multiple et contradictoire mais, dans les faits, systémique et totalitaire. Comment pouvons-nous encore le nier, com-

ment pouvons-nous nous croire indemnes après Auschwitz, Hiroshima et Tchernobyl ? Alors, devons-nous renoncer à toute compréhension du monde ?

Comprendre le monde, réinvestir la science ne peut se faire que par la base, autour de nos besoins propres, matériels et métaphysiques. Il conviendrait alors de la renommer, lui redonner un sens ou affirmer notre non-sens (notre propre chaos), mais en tout cas, la détruire partout où elle est un instrument d'ordre et de pouvoir.

C'est en vivant concrètement des expériences autonomes et constructives pour nous-mêmes, acratiques puis fédératives, que nous nous réapproprierons un savoir collectif.

Réconcilions-nous et renouons avec une nature (à commencer par la nôtre) que la science a externalisé comme un vulgaire objet. Soyons paléolithiques dans l'âme et dans les faits et extropiens dans la lutte pour la vie sous toutes ses formes.

Tout réformisme scientifique à l'intérieur d'un système de domination est voué à alimenter le cybermonde derrière lequel se cache aujourd'hui le capitalisme. L'infime minorité des chercheurs conscients de son rôle social et des buts inavouables de la science n'a qu'une alternative : la désertion, l'obstruction, le sabotage et, pour finir, la démission afin de gagner au plus vite les zones autonomes volontairement diffuses et opaques mais elles, bien réelles.

Malheureusement, comme pour le travail et l'argent, à force de constater quotidiennement le caractère hégémonique de la science, nous finissons par la défendre avec la même rage que nos dogmes et nos religions, transformant ainsi nos compromis forcés en compromissions complices.

De même que la défense du salarié ne doit pas occulter l'abolition du salariat, que la survie ne doit pas faire oublier la destruction de la marchandise (à commencer par le travail), les conditions de travail et les facéties de chercheurs téléguidés ne doivent pas occulter la nécessaire neutralisation de la science, peut-être pour mieux nous laisser le temps de se la réapproprier. Voilà pourquoi non seulement je ne ferai rien pour « sauver la recherche », mais j'espère que son agonie sera la plus rapide possible.

« La termitière future m'épouvante, et je hais leur vertu de robot... moi, j'étais fait pour être jardinier. » Saint-Exupéry. D.L.



Montpellier 27^e festival du cinéma méditerranéen



Le renouveau du cinéma espagnol par les femmes ?

Le 27^e festival du cinéma méditerranéen à Montpellier (21-30 octobre) nous offre cette année un choix de 130 films inédits, longs métrages, courts métrages, documentaires et films expérimentaux. Une sélection toujours aussi éclectique qui donne l'occasion, parfois unique, de voir des films qui ne sont hélas que trop rarement distribués en France.

Le festival s'ouvre sur le dernier long métrage de Chus Gutiérrez, *El Calentito*, qui met en scène une jeune femme en quête d'émancipation sur fond de rock féminin et de tentative de coup d'État... Le film se déroule en février 1981. Le cinéma espagnol démarre donc cette année encore le festival avec un film dont le choix n'est pas moins engagé que celui de l'année dernière, *Morts communs* de Norberto Ramos des Val, fiction politique policière se déroulant à Pampelune en 1973.

Le film de Chus Gutiérrez annonce aussi l'un des thèmes à l'honneur de ce festival, « Espagne: femmes à la caméra », avec une rétrospective qui réunit des réalisatrices comme Pilar Miro (*l'Oiseau du bonheur*, 1992), Gracia Querejeta (*le Dernier Voyage de Robert Rylands*, 1996), Iciar Bollain (*Fleurs d'un autre monde [Flores de otro mundo]*, 1999, *Amores que matán*, 2000, *Ne dis rien [Te doy mis ojos]*, 2004)¹, Isabel Coixet (*Ma vie sans moi*, 2003), Patricia Ferreira (*Je sais qui tu es*, 2000, *Pour que tu ne m'oublies pas*, 2004), Daniela Fejerman (*Ma mère préfère les femmes*, 2002) et Chus Gutiérrez, *Alma Gitana*, 1996, film de commande, et *Vent d'ouest*, 2002.

En présence de Chus Gutiérrez et Iciar Bollain, une quinzaine de films seront présentés pour illustrer le rôle prégnant des femmes cinéastes dans la production cinématographique espagnole. Le renouveau du cinéma espagnol par les femmes? Problématique intéressante si l'on songe à la richesse et à l'inventivité du cinéma espagnol depuis la fin du franquisme. Une production cinématographique qui baisse cependant dans les années 1980 (soixante films par an). Situation que la réalisatrice Pilar Miro, nommée à la direction générale de la cinématographie, tente d'inverser grâce à différentes subventions.²

Mais si la production des films espagnols des années 1990 jusqu'à aujourd'hui paraît

encore peiner à dépasser les frontières de la distribution nationale, il n'en demeure pas moins qu'une jeune génération de cinéastes réaffirme la qualité d'une production diversifiée et profonde tant sur le mode grave – *Tesis*, *Ouvre les yeux*, *Los Otros*, d'Alejandro Amenabar, *les Amants du cercle polaire*, *Tierra*, *Lucia y el sexo* de Julio Medem –, que sensible et ancré dans l'actualité sociale – *les Lundis au soleil* de Fernando de Araona, *Hola ¿ estas sola ?* d'Iciar Bollain – ou bien comique et délirant – *Mes chers voisins*, *le crime farpait (sic)* d'Alex de la Iglesia, pour n'en citer que quelques-uns. Dans ce contexte, la vision des femmes dans la réalisation cinématographique entraîne-elle des changements dans le regard porté sur le cinéma s'agissant de la conception et de la réception du public? Ou bien encore les femmes cinéastes génèrent-elles un changement de la représentation des femmes au cinéma?

La question du renouveau du cinéma espagnol par les femmes peut également passer par l'expression de l'érotisme à l'écran si tant est qu'une différence de genre soit perceptible dans le filmage des corps, de l'intimité, du désir. Pour une réalisatrice, la direction des comédiennes, des comédiens implique-t-elle des codes autres, une conviction différente? Des questions concernant les réalisatrices espagnoles et, plus largement, méditerranéennes qui sans doute seront évoquées à l'occasion d'une table ronde clôturant la rétrospective « Espagne: Femmes à la caméra ».

Le cinéma méditerranéen sera tout aussi largement représenté dans ce 27^e festival par le Maroc, l'Italie, l'Algérie, l'Égypte, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, la Macédoine, la Grèce, la Jordanie, Israël, la Palestine, la Turquie, la Tunisie, la Géorgie, la Slovénie, etc., grâce à une sélection de trente longs métrages dont onze en compétition, quarante-cinq courts métrages dont vingt-trois en compétition, vingt documentaires dont dix en compétition et un panorama de films expérimentaux.

Côté rétrospectives, il y aura également un hommage au documentariste italien Vittorio de Seta, une section Cinecitta-Hollywood ou de l'influence mutuelle des productions italiennes et étatsuniennes avec une kyrielle de

films à voir et revoir, et la traditionnelle nuit en enfer avec, cette année, les films de Lucio Fulci.

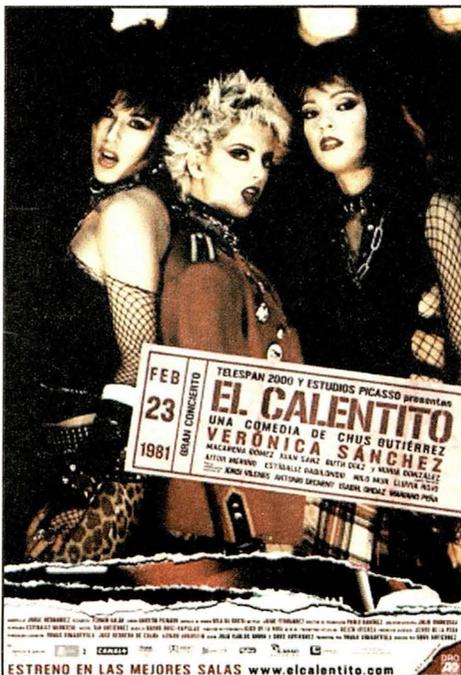
Le festival international du cinéma méditerranéen de Montpellier sera, à son habitude, un moment de plaisir, mais aussi une réflexion sur le cinéma, sur son devenir, sur les mutations techniques, le numérique, sur l'engagement des films aussi et les sociétés dont il est en partie le reflet, et enfin sur la distribution des films de la Méditerranée. Un festival à la rencontre d'autres cultures, d'autres images méditerranéennes.

Christiane Passevant

Information au 04 99 13 73 73
et info@cinemed.tm.fr

1. Ne dis rien (*Te doy mi ojos*): film bouleversant sur la violence conjugale, primé au festival des films de femmes de Créteil.

2. Erwann Lamignère, *le Jeune Cinéma espagnol. Des années 90 à nos jours*, Séguier, 2003.



Oiseau-tempête



LE COLLECTIF qui rédige la revue *Oiseau-tempête* vient de publier son douzième numéro. La diversité des parcours militants de ses membres, leur rigueur et leurs exigences rédactionnelles contribuent largement à son originalité. Et ce numéro, particulièrement copieux (80 pages), nous offre, une fois de plus, l'occasion de souligner l'intérêt de leur production. Il s'ouvre sur des textes consacrés à Ngo Van disparu en janvier 2005. Un de ses anciens camarades d'usine, dans un entretien, évoque cette forte présence de la lutte révolutionnaire. Alors que la posture de nombre de revues libertaires ou conseillistes, voire cryptosituationnistes, semble être, pour le meilleur et parfois pour le pire, celle de gardiens du temple, l'intérêt précisément de *Oiseau-tempête* est de s'en démarquer et d'articuler un discours qui soit à la fois en prise directe avec les transformations du capitalisme (mutations structurelles, économiques, sociales et idéologiques) et qui s'appuie sur un corpus de connaissances puisé aux sources du communisme libertaire et du communisme de conseil. C'est le cas d'un long texte de plus de 14 pages intitulé « Comment va le monde ».

Le collectif creuse son sillon et s'obstine dans une direction qui rend la lecture de la revue indispensable. Bien entendu, et c'est heureux, leur réflexion suit parfois des cours qu'on n'a pas forcément envie de reprendre à son compte. Il arrive aussi que leurs propos croisent ceux d'organisations militantes. Ainsi, certains tracts ou documents de la CNT-AIT empruntent la même voix que celle de *Oiseau* pour exprimer un point de vue qu'ils parta-

gent (on pense naturellement aux textes sur les 35 heures diffusés à l'occasion de la manifestation de février 2005). L'exigence critique des uns rencontrant la dénonciation anarcho-syndicaliste des autres. Autre exemple : dans un texte consacré à Serge Bricianer et intitulé « Les secrets de l'islam », Charles Reeve nous rappelle que la *Question sociale* y consacra, dans son numéro 2, un article. Toujours dans le texte en question, le rédacteur conclut sa présentation par cette phrase : « Cet énorme travail critique reste à faire. À nous de relever ce défi et de faire l'effort d'analyse pour décrypter le réel que nous vivons. »

Et c'est bien en effet de cela qu'il s'agit. Ce dernier numéro de *Oiseau-tempête* s'y coltine. Notamment en consacrant à l'islam contemporain une série d'articles dont un de Serge Bricianer justement. Séries d'articles auxquels semble faire écho avec beaucoup d'à propos un texte d'Harry Black traduit par Jacqueline Reuss qui souligne avec force que les questions religieuses sont de peu de poids dans la politique du gouvernement de G. W. Bush au regard des desseins de « la mafia pétrolière qui tient les rênes du pouvoir exécutif ».

Akbar et Jeff, quant à eux, formulent une assertion qui relie ces réflexions et leur donne tout leur relief en écrivant que « la critique antireligieuse héritée des Lumières ne nous est plus d'aucun secours. L'idée de Dieu a été submergée par une abstraction plus puissante, plus générale : la valeur ».

Toutes choses qui inclinent à penser que quelque chose se tisse aux confins du collectif, lequel ouvre ses portes sur des perspectives théoriques qu'il convient désormais de contempler avec soin.

Jean-Luc Debry

Oiseau-tempête, n° 12, été 2005, 4,50 euros, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris

Courriel : oiseau-tempete@internetdown.org

Le catéchisme du curé Meslier

BELLE TROUVAILLE QUE CELLE du groupe Idées noires de la Fédération anarchiste, à la bibliothèque nationale : le *Catéchisme du curé Meslier* (les brochures Caserio, 4,50 euros). Le curé Meslier, oui, vous savez, ce fils d'ouvrier, né en 1678, parvenu à la prêtrise en 1689, et devenu curé d'Étrépagny, village champenois. Il donnait tous les ans aux pauvres de sa paroisse ce qui lui restait de son revenu. Lorsque le seigneur de son village maltraita des paysans, il refusa de le recommander au prône. Son archevêque l'y força. Alors Jean Meslier prêcha ceci : « Voici donc le sort ordinaire des pauvres curés de campagne; les archevêques, qui sont de grands seigneurs, les méprisent et ne les écoutent pas. Recommandons donc le seigneur de ce lieu. Nous prions Dieu pour Antoine de Touilly; qu'il le convertisse et lui fasse la grâce de ne point maltraiter le pauvre et de dépouiller l'orphelin. »

Il mourut en 1733. On trouva chez lui trois volumes de 366 feuillets chacun, son testament. Ce Testament est vite devenu un livre, puisqu'il s'agit d'une réfutation vitriolique, complète, systématique du catholicisme et du christianisme, par un prêtre! On lut, dans une note à ses paroissiens accompagnant les volumes : « J'ai évité avec soin de vous exhorter à la bigoterie; et je ne vous ai parlé qu'aussi rarement qu'il m'a été possible de nos malheureux dogmes. Il fallait bien que je m'acquittasse, comme curé, de mon ministère. Mais aussi combien n'ai-je pas souffert en moi-même, lorsque j'ai été forcé de vous prêcher ces pieux mensonges que je détestais dans mon cœur! Quel mépris n'avais-je pas pour mon ministère, et particulièrement pour cette superstitieuse messe, et ces ridicules administrations de sacrements, surtout lorsqu'il fallait les faire avec cette solennité qui attirait votre piété et toute votre

Catéchisme du curé Meslier



bonne foi! Que de remords ne m'a point excités votre crédulité! Mille fois sur le point d'éclater publiquement, j'allais dessiller vos yeux, mais une crainte supérieure à mes forces me contenait soudain, et m'a forcé au silence jusqu'à ma mort. »

Toutefois, point de catéchisme. Mais voilà-t-il pas que les Idées noires retrouvent ce texte, « mis au jour par l'éditeur de l'Almanach des honnêtes gens » et imprimé en 1790. Qu'en penser? Peut-être est-ce vraiment un catéchisme écrit par Meslier, qui fut perdu ou caché, retrouvé et édité par un éditeur à la fois brave et prudent. Peut-être est-ce l'œuvre d'un athée non moins prudent qui attribue à un athée, mort, donc inaccessible, ce que lui veut dire. Peut-être est-ce l'œuvre d'un lecteur réjoui du Testament qui a voulu le rendre plus accessible et en a tiré cet

extrait. De toute façon, le texte est merveilleux! Qu'on en juge :

« Qu'est-ce que Dieu? Dieu est tout ce que veulent les prêtres. Pourquoi dit-on qu'il est un esprit? Pour faire peur à ceux qui sont toute matière. Pourquoi éternel? Pour faire durer plus longtemps le pouvoir de l'Église. »

« Que veut dire qu'un Dieu s'est fait homme? Cela veut dire qu'un homme a voulu se faire passer pour un Dieu. »

« Pourquoi l'Église fait-elle tant de cérémonies dans l'administration des sacrements? Parce qu'elle connaît le cœur humain: parce qu'elle n'ignore pas qu'il faut des spectacles au peuple et qu'on mène son esprit quand on a frappé ses sens. »

« Qu'est-ce que le Dimanche? C'est le jour que Tout-Puissant qui pouvait créer mille mondes d'un souffle se reposa, après avoir eu bien de la peine à parachever notre misérable petite planète en six jours; encore, dit-on, étaient-ils trois à cette grande besogne. »

« Pourquoi prie-t-on pour les morts? Pour avoir l'argent des vivants. »

« Quels sont les ouvrages de Dieu? Si les prêtres en sont, et si l'œuvre fait connaître l'ouvrier, il faut avouer que Dieu n'a pas toujours fait de bonne besogne. »

« Qu'était-ce que le déluge? Ce ne fut pas le plus beau miracle du Père des Miséricordes. »

« Pourquoi dites-vous que Jésus-Christ est assis dans le Ciel? Un Dieu même ne pourrait pas être debout dans toute l'éternité. »

« Quels furent les prodiges arrivés à la mort de Jésus-Christ? Le plus grand de ces prodiges, c'est qu'on en parle encore. »

Nestor Potkine



ICI L'OMBRE

CHRONIQUES ALTERNATIVES

L'esprit de résistance

ON PEUT S'EN RÉJOUIR, la renaissance des Bérurier Noir n'est pas un phénomène isolé. Réactivé depuis deux ans, le Folklore de la zone mondiale, fameux label et collectif né il y a une vingtaine d'années de l'activisme bérurier, aligne déjà un certain nombre de productions dont la compilation « Zone # 1 », première d'une série qu'on espère foisonnante. Au programme, les jeunes et moins jeunes du punk francophone, et d'excellentes surprises comme Hexazone (énorme punk furieux boítearythmé), Cellule X (aussi à l'aise dans le hip-hop que dans une techno diaboliquement orwellienne), Calavera (rap sans concession), Raïa (punk délicieusement inclassable), ou encore Zygomatik Zone (techno punk celtisant réjouissant). Quelques curiosités comme ce nouveau titre (en concert) des Bérú, hommage technoïde aux loups du Mercantour, à la guitare toujours aussi efficace, et des choses moins heureuses comme Les Houllala !, bête (et c'est peu dire) copie des feus Ludwig von 88. Le CD est accompagné d'un solide et classieux livret pré-

sentant les groupes, les participants au projet, et quelques adresses utiles à connaître pour poursuivre l'aventure. Pour celles et ceux qui peuvent glisser la galette dans un ordinateur, il y a une plage vidéo, offerte par les activistes paramédiatiques du VideobaseProject, montrant quelques exercices antipub sur bande son bérurière (encore eux). Enfin, pour rapiécer ou décorer vos fringues, il y a aussi un patch aux couleurs de cette compil, inclus dedans le machin. Franchement, pour 10 euros, que demander de plus ? Contact : Folklore de la zone mondiale, 10, rue d'Aguesseau, 69007 Lyon.

On en profitera pour surfer sur le site de ce même label et collectif, ouvrant sur les groupes et activistes précités ainsi que sur quelques autres énergumènes qui valent tout autant le coup d'œil et le contact. Au plaisir des yeux s'ajoutera celui des oreilles, puisque le Folklore de la zone mondiale a eu la bonne idée d'aménager un petit espace radiophonique interactif. C'est du tout cuit, comme on dit. www.fzm.fr

Les Phenos, groupe ska-rock de Grenoble vient de sortir un album 6 titres en autoproduction. Une sympathique carte de visite au graphisme classieux qui permet de découvrir un groupe aux textes évoquant les menaces sectaires, la misère sociale, etc., tout ça sur fond de ska pêchu et rafraîchissant, peut-être à classer entre La Ruda et Ya Basta...

contact:

jeff@lesphenos.fr / <http://lesphenos.free.fr>

Dynamite est une feuille d'info qui débordé tellement d'infos que c'est en fait un mini fanzine: entre les petites nouvelles du milieu du punk, des chroniques aiguisées et pertinentes de disques et de fanzines, le gaillard en profite néanmoins pour nous caser une interview plutôt intéressante du fanzine *Meantime*: comme à son habitude, Maz, qui répond à cette interview, a pas mal de choses à dire, notamment sur son expérience de disquaire indépendant. *Dynamite* est fait par une seule personne qui trouve encore le moyen d'animer un forum de discussion internet dédié au punk, mais aussi une émission sur radio Canuts. *Dynamite* est disponible contre un timbre à cette adresse: Yanic Bilien, 7, rue Jules-Massenet, 69330 Meyzieu

dynamite@netcourrier.com



« En finir avec l'enfermement »

Dans le cadre du mois du film documentaire, Mémoire à vif a choisi de donner la parole à ceux qui luttent contre toutes les formes d'enfermement, racial, social, pénitentiaire. Celui des cités délabrées où sont relégués les plus démunis, immigrés souvent. Celui des prisons qui sont la seule réponse à la misère parce qu'il est plus facile de combattre les pauvres plutôt que la pauvreté.

DES PRISONS SURPEUPLÉES pour des peines de plus en plus longues. Selon l'Observatoire international des prisons (OIP), au 1^{er} juillet 2005, le nombre de détenus dans les prisons françaises était de 60 925 pour 51 129 places. En vingt ans, le temps moyen d'un condamné à perpétuité est passé de 17 à 26 ans. À travers films, lecture, débat, Mémoire à vif souhaite construire un pont entre les résistances du dedans et celles du dehors pour rêver un monde sans ghettos, sans grilles, sans miradors.

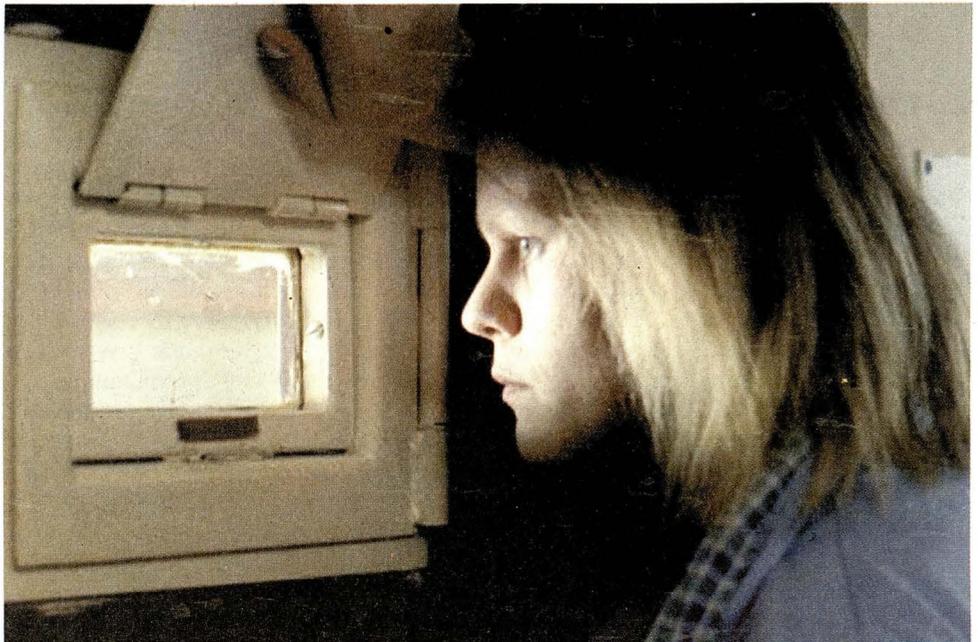
Les films

Une part du ciel de Bénédicte Liénard, fiction, 2002, 1h25, Belgique-France-Luxembourg. C'est l'histoire de deux femmes et de leurs retrouvailles. De l'usine où travaille l'une à la prison où est enfermée l'autre, on suit leur quotidien qui au fond est le même. À l'intérieur comme à l'extérieur, on retrouve la même violence, la même aliénation, la même lutte pour garder ou reconquérir sa dignité. Première fiction réalisée par Bénédicte Liénard qui a travaillé de longues années avec des femmes en prison, *Une part du ciel* s'inspire de la révolte violente d'ouvrières belges surnommées « les 13 de Clabec » et traduites en justice.

La Raison du plus fort de Patric Jean, documentaire, 2002, 1h25, Belgique-France. De Bruxelles à Marseille, en passant par Amiens et Lyon, Patric Jean est parti à la rencontre des exclus. Ceux qui vivent dans la précarité, la misère, la frustration. Ceux qu'on rejette dans les banlieues, les cités, les prisons. Avec sobriété, le réalisateur met à nu la violence d'un système où « on est en train de passer d'un traitement social de la pauvreté à un traitement carcéral ».

Les invités

Charlie Bauer. Sa vie commence dans un quartier ouvrier à la périphérie de Marseille dans les années 50 où il se forge à la religion populaire d'alors : le communisme ; une formation complétée par le pillage, en bande organisée, de magasins et de trains. L'engagement du PC dans la guerre d'Algérie provoque une première rupture : Charlie Bauer et ses amis soutenant le FLN algérien. Arrêté, il



est condamné à vingt ans de réclusion criminelle. Transféré d'une maison centrale à une autre, il passera neuf années au cachot ou dans le quartiers de haute sécurité (QHS). Libéré après quatorze années de détention, il revient vite à une vie clandestine où il croise Jacques Mesrine qui lutte contre les QHS, avant de replonger pour dix ans en 1988. *Fracture d'une vie*, son témoignage sur l'univers carcéral, est publié en 1990. Il vient d'être réédité par Agone.

Hellyette Bess. Dès son adolescence, Hellyette s'engage dans bien des combats : l'antifranquisme, l'insoumission lors de la guerre d'Algérie, la lutte pour l'avortement libre, etc. En 1973, elle ouvre avec René, son compagnon, *Le Jargon libre*, librairie parisienne qui devient un rendez-vous des libertaires. Elle s'engage en 1979 dans le groupe Action directe. Arrêtée en 1984, elle est condamnée pour « association de malfaiteurs ». Elle sort de prison en 1989 et continue activement à militer, en particulier pour la libération des ses camarades emprisonnés.

Dominique Grange. Depuis 1968, Dominique chante en marge du système, se refusant à toute concession. La chanson reste pour elle un outil de subversion, et c'est pourquoi on la retrouve auprès des ouvriers en grève dans les usines occupées des années 70, des détenus lors des grandes mutineries de Toul, Nancy,

Loos, etc., des « réfugiés » italiens aujourd'hui. Elle vient de participer au CD de solidarité avec les militants d'Action directe emprisonnés.

L'Observatoire international des prisons (OIP). C'est une ONG qui défend les droits fondamentaux des personnes privées de liberté et prône le développement d'alternatives à l'emprisonnement.

Programme

Vendredi 4 novembre, à 20 heures, au cinéma Le Lido, av. du Général-de-Gaulle, à Limoges : *Une part du ciel* de Bénédicte Liénard. Entrée : 4,50 euros.

Samedi 5 novembre, au théâtre Expression, 7, rue de la Réforme à Limoges. Entrée libre :

- 15 heures, projection de *La Raison du plus fort* de Patric Jean ;

- 16h30, *Récits de la Kolyma* de Varlam Chalamov : extraits dits par Charlie Bauer ;

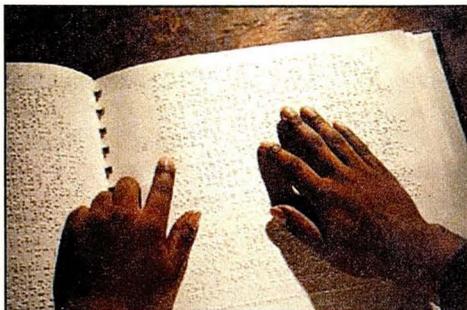
- 17h30, débat : « En finir avec l'enfermement », en présence de Charlie Bauer, d'Hellyette Bess, de Dominique Grange et d'un représentant de l'Observatoire international des prisons :

- 19 heures, concert avec Dominique Grange.

Contact : 05 55 30 85 25

Dansons la Ravachole!

en braille



EN 2004, les Éditions libertaires publiaient *Dansons la Ravachole !*, un roman noir et rouge de Paco, un auteur havrais. L'ouvrage a été salué par les principaux titres de la mouvance libertaire (*No Pasaran*, *le Monde libertaire*, *Un Autre futur*, *Androzine*, *La Feuille du CIRA*, *Anarlivres*, etc.) mais aussi par des supports aussi divers que *le Mague*, *L'Ours*, *e-llico*, *Gavroche*, *Bazart*, *la Raison*, *Dissidences*, *Silence*, etc. L'idée d'utiliser le genre romanesque pour présenter un courant de pensée aussi complexe que l'anarchisme a séduit les lecteurs, novices ou non. En prime, le héros de l'histoire, Fernand, anar homosexuel presque centenaire, a conquis les cœurs. Bref, voilà un ouvrage à recommander à tous ceux que la forme Que sais-je ? pourrait rebuter.

Dans les années 80, Paco a passé quelques bons moments avec Paul Castanier, plus connu sous le nom de Popaul. Accompagnateur de Léo Ferré, notamment, le talentueux pianiste aveugle était aussi un anar extravagant. C'est en pensant à lui que Paco a situé l'adresse du vieux Fernand près du canal Saint-Martin, à Paris. Popaul habitait dans ce coin-là. Parfois, il pestait contre la pauvreté des catalogues de livres en braille. Quand une amie a proposé de transcrire *Dansons la Ravachole !*, Paco a bien entendu saisi la balle au bond.

À notre connaissance, *Dansons la Ravachole !* est le premier livre anar transcrit en braille intégral. La démarche présente des

contraintes techniques importantes et implique une diffusion très différente des livres « en noir ». Néanmoins, le challenge était motivant. Notamment parce qu'il est tout à fait anormal que les personnes malvoyantes et aveugles n'aient pas accès à autre chose qu'aux classiques, aux livres religieux ou scolaires et aux auteurs à succès. Trop peu nombreux, les aveugles ont le grave tort de ne présenter aucun intérêt économique...

La transcription de *Dansons la Ravachole !* n'est pas une fin en soi. Dans la mesure de leurs possibilités, les Éditions libertaires vont continuer dans cette direction. Nous espérons aussi que cette expérience donnera des idées aux petits éditeurs, en particulier aux éditions militantes, pour qu'un catalogue de livres alternatifs puisse se constituer peu à peu en direction des personnes qui ne lisent qu'avec le bout des doigts.

Les Éditions libertaires

Les livres en braille sont disponibles auprès des Éditions libertaires. Deux formules sont possibles : l'achat à prix coûtant (environ 20 euros) ou le prêt avec caution. Les livres en noir sont en vente dans toutes les librairies. Infos et commandes aux editionslibertaires@wanadoo.fr



Jeudi 20 octobre

Bistouri, oui-oui! de 19h30 à 20h30 : Marie-Hélène Boucier, sociologue, pour son livre *Sexepolitique, Queer zone 2*, La Fabrique Éditions.

Entre chiens et loups de 20h30 à 22 heures : Michel Debray, peintre érotique.

Samedi 22 octobre

Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30 : Rwanda 1994-2004, des faits, des mots, des œuvres, ouvrage dirigé par Laure Coret (L'Harmattan). Avec Laure Coret, Mathilde, Antonin.

Samedi 29 octobre

Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30 : *La croisade des fous*. Yougoslavie, première guerre de la mondialisation, Diana Johnstone (Temps des cerises).

Mardi 1^{er} novembre

Idéaux et débats de 18 heures à 19h30 recevra Dominique Souton pour *Le gynécologue amoureux* publié aux Éditions de l'Olivier et Philippe Claudel pour *La Petite Fille de monsieur Linh*, publié chez Stock (en différé, interview réalisée début septembre).

Samedi 5 novembre

Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30 : *Les féminismes en question*. Éléments pour une cartographie, Christelle Taraud (Amsterdam).

Samedi 12 novembre

Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30 : *Vue de l'Europe d'en bas* (L'Harmattan), Catherine Pozzo Di Borgo et Marianne Debouzy.

89.4 MHz

en région parisienne

et

federation-anarchiste.org/rl/

dans le reste du monde

Jeudi 20 octobre

Strasbourg

À 20 heures à la Maison des associations, projection-débat « Ici et Maintenant l'anarchisme », organisée et animée par des militants de la Fédération anarchiste. Projection du film *Ici et maintenant* présentant l'anarchisme au travers de militants de la Fédération anarchiste.

Paris 11^e

Matan Cohen, militant israélien des « Anarchistes contre le Mur », parlera des mobilisations contre l'occupation, du rôle spécifique des anarchistes contre le Mur dans la lutte non violente (mais violemment réprimée), contre la construction du Mur à 20 heures au CICP, 21^{er}, rue Voltaire.

Vendredi 21 octobre

Bordeaux

En soirée : Projection du *Cartable de Big Brother* organisée par la CNTAIT à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet (alibrairie@lavache.com).

Samedi 22 octobre

Paris 11^e

Débat sur le thème « Provocations, injures, blasphèmes, pornographie, critiques, pamphlets, etc. Y a-t-il des limites à la liberté d'expression ? » Avec pour invité Yannis Youlountas, auteur de *Poèmes ignobles*, à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Dimanche 23 octobre

Rochefort (17)

Rassemblement pour les Déportés de la Commune de Paris à 11 heures devant le Conservatoire de musique, ex-prison du bagne. À 12h30, repas des Libres Penseurs avec discussion-débat animée par Christian Eyschen, secrétaire général de la Libre Pensée autour du thème : Commune de Paris et laïcité.

Bordeaux

À 19h30, projection de *L'Ennemi intime*, documentaire sur la guerre d'Algérie, organisée par La CLE, suivie d'une bouffe végétarienne à prix libre. Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

Lundi 24 octobre

Paris 11^e

Le Collectif contre le publisexisme vous invite à un débat autour du film *Femmes affiches, femmes potiches, on en a plein les miches*, réalisé sur les luttes du CCP durant l'année 2001-2002 à La Passerelle, 3, rue Saint-Hubert, M^o Saint-Maur.

Vendredi 28 octobre

Saint-Brieuc (22)

Le groupe Jean-Souvenance de la Fédération anarchiste avec le CEL projeteront une série documentaire sur l'Espagne libertaire de 1905 à 1975, des débuts de l'anarchisme espagnol à la mort de Franco. Première projection à 21 heures à la MJC du Point du Jour, 1, rue Yves-Creston.

Besançon

À 20h30, rencontre et débat avec Matan Cohen militant israélien des « Anarchistes contre le Mur » à la librairie L'autodidacte, 5, rue Marulaz, lautodidacte.org.

Amiens (80)

Concert de Fred Alpi à 20h30 au relais du campus, 110, bd Châteaudun.

Samedi 29 octobre

Bordeaux

À 16 heures, vidéo-débat sur les luttes zapatistes et la sixième déclaration de la forêt de Lacandone. Athénée libertaire, 7, rue du Muguet (alibrairie@lavache.com).

Paris 11^e

Projection du documentaire *1^{er} mai M^o Ussia*, relatant l'enlèvement du conseiller ecclésiastique de l'ambassade espagnole auprès du Vatican par les anarchistes espagnols du groupe du 1^{er} mai, à 16 heures à la librairie Publico au 145, rue Amelot.

Samedi 5 novembre

Paris 18^e

À la bibliothèque La Rue, débat autour de *Dissection du sadomasochisme organisé (approches anarchistes)* avec l'auteur, Jean-Manuel Traidmond, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (M^o Blanche ou Abbesses).

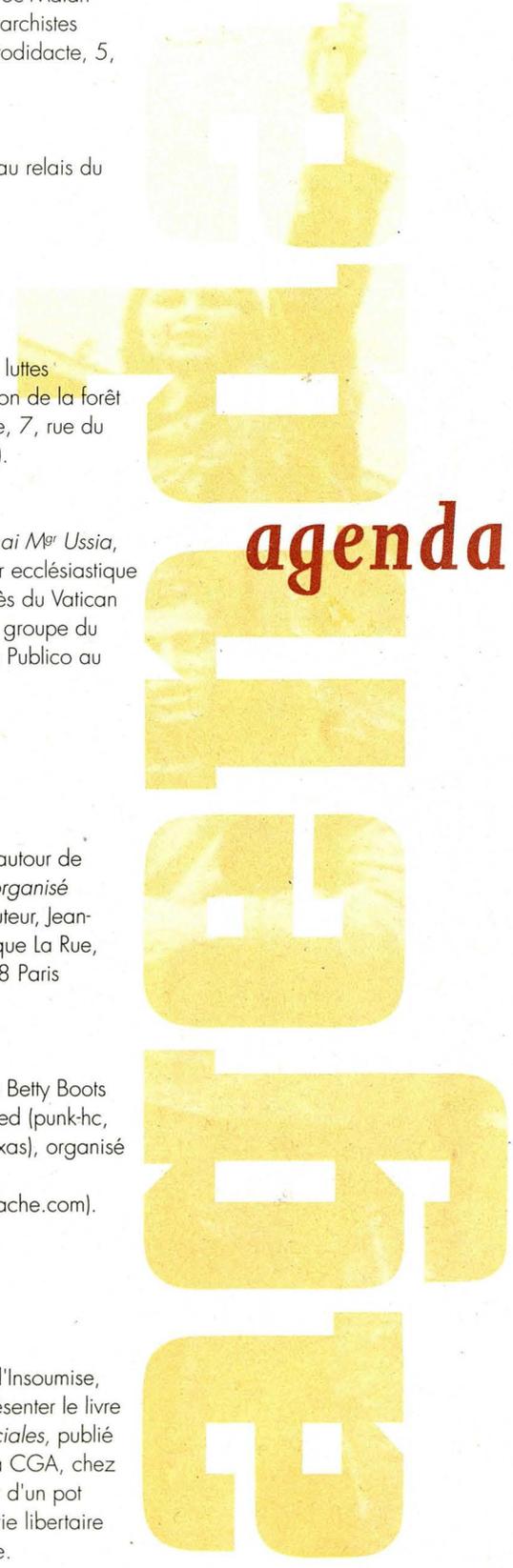
Bordeaux

À 19 heures, apéro-concert avec Betty Boots (punk féminin, Bdx), Police charged (punk-hc, Bdx) et Signal lost (punk-hc du Texas), organisé par Mankind, Athénée libertaire, 7, rue du Muguet (alibrairie@lavache.com).

Jeudi 10 novembre

Rouen

À partir de 20h30 à la librairie L'Insoumise, Jean-Jacques Gandini viendra présenter le livre *Ordre sécuritaire et inégalités sociales*, publié par le groupe Un autre futur de la CGA, chez l'Esprit Frappeur. Un débat autour d'un pot suivra la présentation. À la Librairie libertaire L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.



agenda



Marie Jakobowicz exposera ses œuvres
du 14 octobre au 15 novembre 2005
à la librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot, 75011 Paris